



cités
unies
france

la lettre

de la
coopération
décentralisée

NUMÉRO SPÉCIAL

7^{ème} forum de l'action
internationale des
collectivités



**Mai-Juin
2016**

Editorial	
Evénement : 7 ^e Forum de l'action internationale des collectivités	2
Afrique	19
Amérique latine et Caraïbes	21
Asie	23
Europe	27
Méditerranée	28
Thématiques.....	30
Agenda	34
Publications	38

Editorial

7^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Jumelages, coopération décentralisée, action internationale des collectivités territoriales sont autant d'étapes d'une même aventure, celle de l'internationalisation nécessaire de nos territoires.

Les problèmes de la planète sont aujourd'hui les nôtres et ce n'est qu'ensemble que nous pourrons les résoudre. Qu'il s'agisse de la maîtrise de l'urbanisation -1 milliard de ruraux doivent encore rejoindre les villes-, des dérèglements climatiques, de la lutte contre la pauvreté, de défis liés aux migrations et aux réfugiés, la vie des collectivités et de leurs populations est déterminée par ces questions mondiales.

A sa manière, Cités Unies France est aux côtés des collectivités françaises et les représente dans les réseaux mondiaux pour accompagner leurs actions internationales. Cités Unies France est aussi à leurs côtés pour faire de ces actions internationales un des éléments indispensables de la gestion de nos territoires en France même.

Le forum se tiendra au moment où l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe et Cités Unies France œuvrent à la création d'une association unique afin de mieux relever encore les défis des engagements européens et internationaux de nos collectivités, dans un contexte international et européen tendu et en évolution rapide.

Ce forum sera de nouveau un lieu de débats sur les grands thèmes et celui de la tenue de réunions des groupes-pays de Cités Unies France. Il sera aussi le lieu du dialogue avec les autorités de l'Etat et avec de nombreuses collectivités étrangères.

Je souhaite terminer en exprimant mes remerciements chaleureux à toutes les organisations et personnes qui feront de notre forum 2016 une réussite.

Roland Ries,

Maire de Strasbourg

Président de Cités Unies France

Le Forum de l'action internationale des collectivités fait maintenant partie de l'agenda des élus, des fonctionnaires territoriaux ainsi que des tous les services de l'Etat concernés et de tous mes partenaires. La présence du Président de la République lors de la dernière édition en juillet 2015 a définitivement fait de ce rendez-vous le moment fort pour l'ensemble des acteurs.

Comme chaque année, mais plus encore peut-être pour cette septième édition, ces rencontres doivent être le reflet des aspirations et des interrogations tout en faisant le point sur les évolutions en cours.

Ces évolutions, autrefois longues et consensuelles, voient leur rythme s'accélérer. Après les jumelages, la coopération décentralisée et l'action internationale des collectivités, il est aujourd'hui question de l'internationalisation des territoires. Le thème de l'attractivité et du rayonnement reçoit un large écho de la part des élus et des territoriaux, de plus en plus attentifs à la compétition mondiale et à la place que leur collectivité doit y occuper.

Le 7^{ème} Forum prend à bras le corps l'ensemble de ces sujets. Avec une trentaine d'ateliers, de conférences, de réunions par pays il permet la confrontation des thèmes, des idées et des pratiques. Il balaye l'ensemble des sujets et explore les politiques innovantes qui permettent de parler d'une nouvelle coopération décentralisée.

Comme les autres éditions, le 7^{ème} forum accueillera de nombreuses personnalités françaises et de nombreuses délégations étrangères venues de tous les continents. C'est aussi devenu le rendez-vous international des collectivités. Nous comptons sur votre participation active.

Bertrand Gallet

Directeur général de Cités Unies France

Evénement

7^{ème} forum de l'action internationale des collectivités

4 et 5 juillet 2016, au Palais des Congrès de Paris



Conférences

Lundi 4 juillet 2016

13h00 Accueil des participants

14h30

- Conférence : Quelle politique d'internationalisation pour les collectivités territoriales ? Le pari des villes latino-américaines

16h00

- Conférence : Les Arts de vivre, comme outil de développement des territoires ?
- Conférence : Comment les services en charge de l'action extérieure des collectivités territoriales peuvent-ils apporter leur contribution à l'accueil des demandeurs d'asile et réfugiés ?
- Conférence : L'action dans l'urgence et le rôle des collectivités territoriales : une nouvelle compétence internationale des collectivités locales

17h30

- Conférence : La géopolitique de la France et la géographie de la coopération décentralisée : dialogue entre diplomatie des villes et collectivités locales
- Conférence : La mise en oeuvre locale des Objectifs du Développement Durable pour des sociétés inclusives
- Conférence : Agriculture, climat, alimentation : quels échos des territoires ?

19h15 Cocktail à l'Espace Partenaires

Mardi 5 juillet 2016

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

11h00 Conférence plénière : Les tensions internationales et leur impact sur l'action internationale des collectivités

13h00 Cocktail à l'Espace Partenaires

14h15

- Conférence : Le financement participatif et la coopération décentralisée
- Conférence : Repenser la coopération culturelle comme levier stratégique de développement local : nouvelles approches

15h45 Pause à l'Espace Partenaires

16h00

- Conférence : Platforma : La nouvelle Politique Européenne de Voisinage et le partenariat à l'Est : comment peut-elle donner du poids aux autorités locales et régionales ?
- Conférence : Renouveler la place des diasporas dans l'AICT
- Conférence : Action internationale et attractivité du territoire : quelle complémentarité ?
- Conférence : Le numérique au service de la coopération décentralisée

18h00 Cocktail de clôture du Forum

Evénement

7^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 4 juillet 2016

- 14h30 - 16h00 Réunion / mini colloque Niger
- 14h30 - 16h00 Réunion du groupe-pays Bénin : Vers l'organisation des 2^{ème} Assises de la coopération décentralisée
- 14h30 - 16h00 Le suivi-évaluation : mesurer l'impact des politiques de l'AICT
- 16h00 - 17h30 Après la COP 21, quelles avancées de la coopération décentralisée pour le climat ?
- 16h00 - 17h30 Réunion du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba
- 16h00 - 17h30 Réunion du groupe-pays Algérie
- 17h30 - 19h00 Réunion du Comité de pilotage des 10^{ème} Assises franco-vietnamiennes
- 17h30 - 19h00 Réunion du groupe-pays Maroc

cités
unies
france

4

Mardi 5 juillet 2016

- 14h15 - 15h45 Regards croisés sur la coopération franco-coréenne
- 14h15 - 15h45 Réunion du groupe-pays Palestine
- 14h15 - 15h45 Réunion du groupe-pays Russie
- 16h00 - 17h30 Réunion du groupe-pays Japon : 3^{ème} Comité de pilotage français des 5^{èmes} Rencontres franco-japonaises, 5-6 octobre 2016, à Tours



Evénement

7^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Lundi 4 juillet 2015

13h00 Accueil des participants

14h30

- **Quelle politique d'internationalisation pour les collectivités territoriales ? Le pari des villes latino-américaines**



Le programme AL-LAs, co-financé par l'Union Européenne a été pendant trois ans un espace de dialogues, d'échanges, de réflexion et d'apprentissages entre experts, praticiens et responsables politiques des relations internationales de collectivités territoriales d'Europe et d'Amérique latine. Il est ainsi devenu l'unique espace de collaboration euro-latino-américaine sur le thème de l'internationalisation des villes. L'Alliance a développé des outils innovateurs, comme les « Dialogues pluri-acteurs », pour la construction participative d'une politique publique de l'action internationale. Cet outil peut être mis en place par toute collectivité territoriale désireuse de construire une politique publique de coopération et de liens internationaux au travers d'une participation active des acteurs de son territoire.

La conférence présentera le témoignage des membres d'AL-LAs et de l'outil multimédia qui montre les différents exercices de dialogue réalisés dans six villes latino-américaines. Ces dialogues ont été l'un des paris les plus innovateurs pour donner une légitimité, une sécurité juridique, un contenu et une orientation aux relations internationales des villes et collectivités territoriales dans la région latino-américaine. Plus de 700 acteurs représentants du monde académique, de la société civile, du secteur privé, de la culture et des leaders d'opinion se sont investis dans la démarche. Les processus donnent actuellement lieu à l'élaboration de recommandations concrètes de politiques publiques mais aussi d'outils de communication et de sensibilisation citoyenne.

Présidence de séance :

La séance sera co-présidée par un(e) représent(e) de la ville de Paris et un(e) représentant(e) latino-américain(e)

Modérateur de la séance :

Frédéric Deshayes, Président de l'ARRICOD

16h00

- **Les Arts de vivre, comme outil de développement des territoires ?**

Les arts de la table, les produits de terroirs, les savoirs faire artisanaux (métiers de bouche, techniques agricoles, services, pratiques autour des repas) sont autant de spécificités locales, qui unissent le pays derrière la bannière de la gastronomie et du partage. Aujourd'hui, la France est toujours une terre agricole, à l'urbanisation croissante. La marque de cette évolution sur les modes de vie est importante, et se traduit par de nouveaux comportements en matière de proximité à la nature, de préoccupation alimentaire saine et des modes et pratiques de vie renouant avec les traditions. Dans un contexte de mondialisation avéré, l'art de vivre tend à être une valeur partagée (et refuge). Elle est un dénominateur commun, dont la reconnaissance attribuée au repas gastronomique des français en est une incarnation.

Cette conférence fera dialoguer des collectivités qui, chacune à leur manière, valorisent leurs territoires et leurs acteurs pour capitaliser sur les méthodes. Ces valeurs et principes sont particulièrement attractifs pour de nombreux territoires étrangers pour qui la France, est le pays de l'art de vivre. Cette image n'est pas éternelle et implique qu'elle soit capitalisée, appropriée et réelle.



Evénement

Cette richesse réside dans l'intérêt fort des français pour leur patrimoine (paysage, transmission, savoir-faire et formation ...), et sa transversalité dans les nouveaux modes de vie et de l'ensemble des acteurs du territoire (agriculture urbaine, labellisation des savoir-faire, Etat, collectivités et citoyens....) mais aussi son histoire passée et contemporaine , portée par chacun des citoyens.

Président de séance :

Serge Babary, Maire de Tours (à confirmer) ou un(e) représentant(e)

Animation :

Loïc Bienassis, Chargé de mission à l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA)

16h00

- **Comment les services en charge de l'AICT peuvent-ils apporter leur contribution à l'accueil des demandeurs d'asile et réfugiés ?**



N'apparaissant pas a priori comme des acteurs de premier plan dans la gestion de la « crise des migrants », les pratiques des collectivités territoriales démontrent que ces dernières sont cependant amenées par le biais de leur action extérieure à se mobiliser, soit par choix politique interne, soit en réponse à des sollicitations externes, pouvant émaner aussi bien de la société civile locale que de l'Etat. La « crise des migrants » semble donc impacter directement l'action extérieure des collectivités territoriales.

Cette table ronde propose à la fois d'opérer un premier recensement des pratiques d'action extérieure des collectivités territoriales confrontées à la gestion de la « crise des migrants » sur leur territoire, comme sur celui d'un partenaire.

L'identification des différentes actions et leurs modalités de mise en oeuvre permet de mettre en lumière les logiques à l'oeuvre suivant les partenariats de coopération. De même, la similitude des projets menés sur les territoires locaux français pourra être soulignée, qu'ils dépendent d'action extérieure conduite dans le cadre de relations bilatérales ou non.

Le recensement de ces pratiques développées dans l'urgence et face à une situation complexe incite ensuite à repenser l'action extérieure des collectivités territoriales en tant que politique publique. Se saisir du problème politique migratoire engendre un tournant majeur pour les collectivités dans les transformations de leur action qu'il induit et l'occasion qu'il leur donne d'affirmer l'action extérieure en tant que politique publique structurante.

Animation de la séance :

Bénédict Fischer, Chaire Action Européenne et Internationale des Collectivités Territoriales de Grenoble

16h00

- **L'action dans l'urgence et le rôle des collectivités territoriales : une nouvelle compétence internationale des collectivités locales**

L'explosion démographique, l'urbanisation rapide, les déplacements de populations dus au changement climatique ainsi que les conflits internes accroissent les vulnérabilités des Etats en voie de développement en particulier. Cette situation laisse penser que les crises - catastrophes naturelles ou conflits armés - risquent de se produire de plus en plus fréquemment. Dans ce contexte, le monde humanitaire paraît prendre conscience des nécessités pour parvenir à optimiser les actions et répondre à ces nouvelles réalités. Lors du récent sommet mondial de l'humanitaire, premier sommet organisé par les Nations Unies sur ces questions, a été fortement rappelé la nécessité d'un changement de paradigme dans le système de la réponse aux crises vers la « localisation de l'aide ». Des synergies sont en cours entre les logiques d'intervention des acteurs de l'urgence et du développement et cette prise de conscience s'étend également aux grands bailleurs, notamment européens. Malgré cela, des outils sont encore à rechercher et cette collaboration reste insuffisante. Cela engendre des conséquences négatives pour les territoires.

Cités Unies France plaide pour que les collectivités locales soient reconnues comme l'un des chaînons manquants entre l'urgence et le développement. L'idée d'impliquer les collectivités françaises dans des projets avec des collectivités qui ont été affectées par une crise ou qui connaissent des fragilités importantes est à développer dans le contexte de l'évolution de l'AICT. Les grands bailleurs de fonds, ainsi que certaines Agences des Nations

Evénement

Unies, semblent intéressés par l'approche proposée par Cités Unies France. Les projets pilotes en cours, portés par Cités Unies France, au niveau national comme au niveau international dans le cadre de CGLU, ont pour ambition de montrer l'intérêt d'un appui technique des collectivités dans tous les secteurs afin de soutenir les collectivités fragilisées et de leur permettre d'assumer ses responsabilités dans la gestion de la crise et la mise en œuvre de programmes de développement résilients et durables.

Président de séance :

Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal délégué Relations internationales, Ville de Choisy-le-Roi, Président du groupe Crises et réhabilitation de Cités Unies France

17h30

• La géopolitique de la France et la géographie de la coopération décentralisée : dialogue entre diplomatie des villes et collectivités territoriales

République centrafricaine, Mali, mais aussi Libye, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Syrie : ces dix dernières années, l'armée française a multiplié les interventions militaires, seule ou au sein d'une coalition. La France est aujourd'hui la puissance la plus interventionniste et ce devant les Etats-Unis. A cela s'ajoute le défi du terrorisme international.

Au-delà des interventions militaires, la « diplomatie économique » s'est imposée comme un axe central tandis que l'Europe représente aussi un enjeu majeur, traversée de plus en plus par des crises multiples qui mettent à risque son existence même. En parallèle, la coopération décentralisée française avec son réseau de partenariats le plus étendu au monde, continue de tisser des liens entre les territoires et leurs représentants élus ou acteurs territoriaux divers. Les collectivités territoriales françaises sont présentes sur tous les continents et dans certains pays sensibles, fragiles ou à risque. S'il existe une véritable synergie « stratégique » et positive entre l'action internationale de la France et l'action des collectivités, les pouvoirs locaux affichent parfois un engagement politique et militant qui leur est propre. L'action internationale des collectivités locales rejoint ainsi la diplomatie française mais souvent marque ses spécificités.

Objectifs de la réunion :

- Décrire la « géographie » de la coopération décentralisée, les enjeux de la présence des collectivités dans les différents pays dans le monde ; au regard des priorités et axes stratégiques de la politique étrangère française ;
- Les grandes ambitions du réseau mondial des collectivités locales (CGLU) et l'implication du réseau français ;
- Faire une analyse croisée en s'interrogeant sur les forces et les faiblesses de la coopération décentralisée en « soutien » à la diplomatie française (la même vision du monde ? une alliance stratégique ?) ;
- Analyser la diplomatie des villes et l'engagement des élus : des positions fortes et engagées dans des contextes difficiles (Proche-Orient, Arménie, Maghreb, Sahel...).

Présidence de séance :

Claude Nicolet, Président d'honneur du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP) (à confirmer)

17h30

• La mise en oeuvre locale des Objectifs du Développement Durable pour des sociétés inclusives



L'Agenda 2030 pour le développement durable a été adopté lors du sommet des Nations Unies pour le Développement Durable, le 25 septembre 2015. Il définit les lignes directrices du développement mondial pour les 15 prochaines années. Il comprend 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) pour lutter contre la pauvreté, l'inégalité, l'injustice et le changement climatique d'ici à 2030. Ces ODD sont caractérisés par leur universalité, qui engage tous les pays et territoires du monde à trouver des solutions partagées à des défis communs ; leur transversalité, qui exige une action intersectorielle et des partenariats multiacteurs et multi niveaux - ; et donc par le rôle important qu'ont joué et que joueront les territoires dans leur définition et leur mise en œuvre. Dans ce cadre, le Programme des Nations Unies pour le Développement, ONU Habitat, Cités et Gouvernements Locaux Unis et la Task Force Globale des gouvernements locaux et régionaux pour l'agenda 2030 mènent une démarche de construction d'une boîte à outils pour la mise en œuvre des ODD dans les territoires. L'élaboration de la boîte à outils est un processus ouvert, impliquant autant d'intervenants que possible. Chaque partenaire contribue selon ses ressources propres, son expertise et sa disponibilité.

Evénement

L'inclusion économique et sociale, thématique transversale des ODD, est un domaine d'action à privilégier à l'international. L'Assemblée des Départements de France travaille depuis deux ans et demi à une démarche de recherche-action sur l'inclusion économique et sociale dans la coopération internationale entre territoires. Cette démarche s'inscrit dans une logique de construction de réponses partagées au défi commun de la lutte contre la vulnérabilité et les exclusions, qui touche tous les territoires.

L'objet de cette conférence est de souligner la valeur ajoutée des ODD pour la mise en œuvre de démarches de coopération pour l'inclusion économique et sociale, et surtout de partager des outils et expériences novatrices existant pour l'inclusion économique et sociale dans les territoires français et partenaires, et pouvant être intégrés à la boîte à outil du PNUD pour la mise en œuvre des ODD au niveau local (localisation).

Président de séance :

André Viola, Président du Conseil départemental de l'Aude, Président de la commission Stratégies internationales de l'ADF

17h30

• Agriculture, climat, alimentation : quels échos des territoires ?

Les agricultures de tous les pays sont appelées à relever de nombreux défis parmi lesquels : nourrir convenablement l'humanité ; gérer durablement la plus grande part des ressources naturelles de la planète. Les systèmes alimentaires territorialisés sont désormais incontournables.

Quelle place accorder, dans les partenariats de coopération décentralisée, à l'accès à la terre, à l'agro-écologie, à l'agriculture urbaine, à la nutrition ? Avec quels outils et pour quels impacts pour une transition alimentaire effective, « de la fourche à la fourchette » ? Lycéens et étudiants de l'enseignement agricole se mobilisent, avec l'appui des collectivités territoriales. Quelle ouverture pour ces professionnels de demain, sur un monde confronté aux défis climatiques ?

Deux ans après l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale et à la suite des réflexions menées et des engagements pris lors de la COP21, la conférence souhaite convaincre de l'importance de valoriser en France et à l'international, l'interaction territoriale des enjeux agricoles, alimentaires et climatiques.

Déroulement : À partir d'un film court réalisé par des lycées et étudiants pour le prix ALIMENTERRE, des réflexions et expériences innovantes seront explorées de manière interactive, avec l'ensemble des participants.

Animation : à confirmer

19h15 Cocktail à l'Espace Partenaires

Mardi 5 juillet 2016

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

11h00 Séance plénière : Les tensions internationales et leur impact sur l'action internationale des collectivités

Intervenants pressentis :

Anne Hildalgo, Maire de Paris

Roland Ries, Maire de Strasbourg et Président de CUF

Alain Juppé, Maire de Bordeaux et Président de l'AFCCRE

François Baroin, Sénateur de l'Aube, Maire de Troyes et Président de l'Association des Maires de France

Mérim Derkaoui, Maire d'Aubervilliers

Suh Byung-soo, Maire de Busan, Corée du Sud

Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence Française de Développement

13h00 Cocktail à l'Espace Partenaires

Evénement

14h15

- **Le financement participatif et la coopération décentralisée**

Le financement participatif, crowdfunding en anglais, signifie le financement par la foule. Il consiste à mettre en relation directe via une plateforme internet, des porteurs de projet qui recherchent des financements avec des personnes souhaitant investir.

Les collectivités locales commencent à s'intéresser progressivement à ces financements alternatifs, notamment grâce à l'évolution de la législation leur permettant désormais de collecter des fonds directement, sans passer par une régie ou une association, afin de faire financer des projets au profit d'un service public culturel, éducatif, social ou solidaire. Actuellement, les collectivités ont le choix de proposer leur projet sur des plateformes existantes ou de créer leur propre plateforme de financement participatif.

Les campagnes de financement participatif pour mobiliser la participation des citoyens lancées par les collectivités visent deux objectifs : soutenir les initiatives des entrepreneurs ou acteurs associatifs locaux et faire financer leur propre projet dans les domaines culturels, sociaux ou environnemental (de nombreux projets dans les secteurs du patrimoine et de l'aménagement urbain notamment). Ce mécanisme de financement présente plusieurs atouts : éviter l'augmentation des impôts locaux, utiliser des circuits courts et réactifs, fédérer la communauté locale autour des projets de la collectivité, favoriser l'engagement citoyen (éducation à la citoyenneté et à la solidarité), modernisation et dynamisme des projets proposés.

Cet outil est un levier pour le développement local et favorise l'attractivité du territoire et crée du lien entre les habitants et les acteurs privés et publics qui y travaillent. A long terme, ce mécanisme pourrait également devenir un vecteur de la transformation de la gouvernance locale et de la prise de décision en favorisant l'émergence de la co-construction des projets de territoire. Le financement participatif, système économique en pleine expansion, pourrait donc offrir de vraies opportunités aux relations internationales des collectivités et ce à plusieurs niveaux :

- le financement participatif, une nouvelle source de financement de la coopération décentralisée
- le financement participatif, un outil d'éducation au développement, qui rapproche la collectivité de ses citoyens

Animation de la séance : à confirmer



14h15

- **Repenser la coopération culturelle comme levier stratégique de développement local : nouvelles approches**



Du patrimoine au numérique, de la promotion de la diversité culturelle et du vivre ensemble à l'attractivité et au développement économique durable des territoires, des nouveaux cadres d'actions offrent aujourd'hui aux collectivités locales et aux acteurs de leurs territoires de nouvelles opportunités pour faire des partenariats internationaux par la culture un levier stratégique du développement local.

Longtemps considérés comme des domaines marginaux de l'investissement public, les arts et la culture connaissent un renouveau d'attention grâce à des exemples de rénovation urbaine, d'innovation sociale et de développement économique s'appuyant sur le dynamisme du secteur créatif et sa capacité à travailler en synergie avec d'autres politiques publiques.

Un véritable changement de paradigme est à l'œuvre. Si en 2007 moins de 30% des programmes des Nations Unies mentionnaient la culture, ce taux est passé en 2012 à plus de 70%. Cette tendance se confirme au niveau européen et elle est également perceptible à travers le dynamisme de l'économie créative au Nord et au Sud (avec une contribution moyenne de 5,2% du PIB au plan mondial et nombre d'emplois créés).

Par ailleurs les récents événements ainsi que les migrations montrent combien il est important d'investir dans la construction de sociétés inclusives et pacifiques, le dialogue interculturel et la diversité des expressions culturelles. Pour que les opportunités de développement économique, par exemple par le biais du tourisme culturel, puissent être durables.

Favoriser par des coopérations la production endogène, la participation et l'approche par les droits, renforcer l'identité des territoires, redécouvrir des métiers et des savoir-faire, relancer des filières porteuses d'identité,

Evénement

la qualité de leurs productions, les compétences au profit des populations locales mais également d'un public international - grâce aux nouvelles technologies - sont autant d'opportunités d'innovation, de réinvention d'un territoire et de ses liens avec les habitants par la culture.

Nouer des partenariats culturels aujourd'hui ne se limite plus à créer des ponts entre les cultures. C'est aussi innover, mobiliser une grande diversité d'acteurs autour de projets culturels fédérateurs, repenser en permanence son territoire, les mobilités, son cadre de vie, ses ressources et son développement par sa créativité enrichie par l'échange des pratiques, dans un contexte globalisé.

Président de séance :

Jean Musitelli, Conseiller d'Etat honoraire, Ancien ambassadeur de France à l'UNESCO

Animation de la séance :

Francisco d'Almeida et Valéria Marcolin, co-directeurs de Culture et Développement

15h45 Pause à l'Espace Partenaires

16h00

- **Conférence Platforma : La nouvelle Politique Européenne de Voisinage et le partenariat à l'Est : comment peut-elle donner du poids aux autorités locales et régionales ?**



L'Union européenne (UE) est aujourd'hui considérée comme entourée par un anneau de feu. Si les conflits en Libye et en Syrie ont récemment attiré beaucoup d'attention, les pays voisins à l'Est connaissent aussi de nombreux défis, dans leur relation à l'Union Européenne.

Parmi ces défis : la nécessité de mettre en place des réformes structurelles pour renforcer la responsabilité et la redevabilité des pouvoirs publics, une lutte contre la corruption et une meilleure efficacité du secteur public.

De plus, le sentiment pro-européen semble être en déclin, et n'est pas partagé équitablement dans les différents territoires de ce voisinage à l'Est ; tandis que l'Ukraine et la Moldavie restent fortement attachés à l'Union Européenne, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont eux progressivement ralenti leur processus d'intégration.

C'est dans ce contexte, en novembre 2015, que la Commission Européenne a publié une communication opportune sur le futur de la Politique Européenne de Voisinage après 2020. En dépit du fait que cette Politique Européenne de Voisinage (PEV) détermine comme deux de ses objectifs principaux : l'augmentation de la flexibilité et l'amélioration de l'appropriation locale dans les pays partenaires, cette communication ne fait aucune référence à la décentralisation ou à la démocratie locale comme domaines prioritaires. Le rôle et le renforcement des autorités locales et régionales (ALR) y est alors extrêmement faible.

Cette omission majeure met en danger l'effectivité de la PEV dans les pays partenaires, puisque qu'elle renforce les tendances à la centralisation, affaiblissant les exigences de transparence et de redevabilité, et néglige le rôle pourtant clé des ALR, démocratiquement élues, dans le processus de réforme, ainsi que l'identification de priorités, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

Comment faire de la PEV un instrument d'autonomisation pour les ALR ? Les Conseils d'Association qui décident des Accords d'Association devraient-ils être ouverts de façon permanente à ces autorités ? Comment les autorités locales et régionales de l'UE peuvent-elles renforcer les capacités de leurs homologues de l'Est à travers des partenariats de coopération décentralisée ?

Ce débat aura pour objectifs d'effectuer une évaluation critique de la nouvelle PEV, à partir de la perspective locale et régionale, de présenter des expériences vécues dans des pays en pré-adhésion et d'identifier où l'action internationale et la coopération entre les ALR de l'UE et celles des pays du partenariat à l'Est peuvent contribuer à des résultats plus favorables.

Modérateur de la séance :

Patrizio Fiorilli, Directeur général de PLATFORMA

Evénement

16h00

- Renouveler la place des diasporas dans l'action internationale des collectivités territoriales



Depuis les années 1980 en France, les diasporas, en particulier africaines et souvent organisées en association, interviennent dans les territoires d'émigration à travers la conduite d'initiatives de développement local et en France dans l'inclusion sociale communautaire et l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). Parallèlement, les collectivités territoriales françaises, à travers les dispositifs de coopération décentralisée, développent aussi des actions de solidarité internationale, parfois sur les territoires d'origines de leurs résidents étrangers. Ces deux types de dynamiques s'entrecroisent, se lient parfois, mais demeurent souvent segmentées. Cependant des rapprochements ont parfois lieu. Les diverses analyses de ces expériences notent la pertinence de la construction de ces démarches partenariales innovantes, mais paradoxalement, révèlent aussi un certain nombre de difficultés liées à leurs constructions, sur des bases souvent affinitaires, qui influent la pérennité et la durabilité de ces initiatives.

Cette table ronde dédiée au renouvellement de la place des diasporas dans l'AICT vise, dans un premier temps à sensibiliser les participants sur les fondements des initiatives diasporiques, notamment ouest-africaines à travers la présentation du concept de « village multi-situé ». Dans un second temps trois initiatives originales et performantes de programmes nouant collectivités territoriales et initiatives diasporiques dans les domaines de l'ECSI, de l'appui aux initiatives économiques et de l'action sociale seront présentées. Les échanges entre les participants contribueront à mettre en perspective la notion de « multi-situé » liée aux diasporas et à réfléchir aux contours d'une déclinaison opérationnelle de ce concept à même de favoriser un changement d'échelle sociale, économique et partenariale des initiatives liant AICT et actions diasporiques. En effet, favoriser le maillage entre localités multi-situées et les différentes collectivités territoriales d'accueil des diasporas pourrait constituer une opportunité pour passer d'une dynamique de solidarité bilatérale descendante à une dynamique transnationale plus horizontale, en cohérence avec l'approche promue par les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Animation de la réunion :

Mackendie Toupuissant, Trésorier du FORIM

16h00

- L'action internationale au service de l'attractivité des territoires



La notion de « coopération décentralisée » a connu de nombreuses évolutions ces dernières années, en passant de celle de jumelage des villes à un ensemble de formes de coopérations qui recouvre de nombreux champs : aide au développement, diplomatie des villes, coopérations techniques, scientifiques, culturelles, diplomatie économique. Cette évolution s'est d'ailleurs traduite par une redéfinition des intitulés des services en charge des relations internationales des grandes villes et métropoles et régions avec l'intégration d'une forte dimension économique.

L'action des collectivités territoriales et en particulier en matière d'appui au développement économique s'est renforcée ces dernières années et se traduit par de multiples démarches : aides aux entreprises pour capter et pérenniser leur présence sur le territoire, aménagement de zones d'attractivités, stratégie d'innovation et d'attractivité du territoire. Ce rôle renforcé de management territorial est-il enrichi par l'action internationale, celle-ci peut-elle être considérée comme un des éléments de la stratégie d'attractivité de la collectivité ? L'attractivité d'un territoire dépend-elle de son engagement international ?

Le dénominateur commun de ces évolutions est la recherche de bénéfices concrets pour les territoires. L'affirmation des principes de démocratie participative et de transparence renforce par ailleurs le rôle fédérateur de la collectivité dans une démarche qui associe tous les acteurs du territoire pour renforcer son efficacité, la qualité de ses services en somme son attractivité auprès des entreprises, universités, touristes, habitants etc.

L'émergence de baromètres évaluant la performance et le contexte de vive concurrence à l'international conduit les collectivités territoriales à fonder de véritable stratégie intégrant de plus des outils de mesures quantitatives et qualitatives et centrées sur les besoins des acteurs et du projet de territoire. Tiré des approches dites du marketing territorial, l'enjeu est bien de permettre à ces territoires d'innover et de se distinguer. Ainsi l'action internationale intervient comme un levier d'attractivité, qui peut prendre différentes formes.

Evénement

Président de réunion :

Michel Destot, Député de Grenoble, Président honoraire de France Urbaine, ancien Maire de Grenoble

Animation :

Mary Gély, Laboratoire PACTE, Université Grenoble Alpes

16h00

- **Le numérique au service de la coopération décentralisée**



« La solidarité numérique se veut une approche positive de la coopération visant à déployer toutes les potentialités de l'Internet et du multimédia auprès de tous les publics concernés. La solidarité peut s'exercer à travers le transfert de ressources financières, matérielles et humaines », selon le guide de la coopération décentralisée pour la solidarité numérique publié en 2008 par le ministère des Affaires Etrangères et Européennes.

Le déploiement des nouvelles technologies et des outils numériques s'est imposé au fur et à mesure comme un support efficace aux partenariats de coopération décentralisée des collectivités. Et, la solidarité numérique est de plus en plus souvent l'objet de tout ou partie des projets issus de ces partenariats. A l'heure actuelle, les principales modalités de mise en œuvre à l'échelon local des actions de solidarité numérique sont : l'assistance technique, le transfert de compétences et d'expertise, le financement de projets, la formation et le renforcement des capacités, le lobbying, le plaidoyer et la sensibilisation.

Dans un contexte d'évolution des partenariats de coopération décentralisée et des approches liées au développement local en général, l'heure est à l'innovation, à la recherche de méthodes et d'outils novateurs et efficaces pour dynamiser et renouveler les relations, les projets et le partage entre les collectivités. Pour cela, un retour d'expérience sur les projets de coopération numérique des collectivités locales semble nécessaire et utile à l'amorce d'une réflexion partagée autour des vecteurs d'innovation et des orientations à privilégier dans ce secteur.

Il semble notamment urgent d'aller plus loin que le don de matériel ou la duplication d'initiatives numériques mises en œuvre sur son propre territoire afin d'explorer les potentialités multiples qu'offrent les initiatives des collectivités locales du monde entier en terme de réciprocité, de retour sur les territoires et d'innovation dans la gestion des services essentiels.

Animateur :

Emmanuel Eveno, Président de Villes Internet et chercheur au LISST-CIEU de l'Université de Toulouse Jean Jaurès

18h00 **Cocktail de clôture du Forum**

Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 4 juillet 2016

14h30 - 16h00

Réunion / mini-colloque Niger

Au Niger, la France est un des pays leaders en matière de coopération et solidarité internationale, de par l'implication de ses collectivités territoriales, mais aussi par le nombre d'acteurs et le caractère innovant en matière d'appui et des programmes de développement. Les dernières Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne, organisées en octobre 2014 à Niamey, ont permis de souligner à nouveau l'importance de la coopération décentralisée au Niger et de redynamiser les actions de partenariats dans le contexte actuel.

Or ces dernières années, cette coopération est confrontée à un contexte sociopolitique et sécuritaire complexe, qui rend difficiles les déplacements sur place. Parallèlement, le contexte politique français a également changé - nouveaux exécutifs issus des élections successives, contraintes budgétaires, etc..

Evénement

Cet événement, organisé avec l'appui du Ministère français des Affaires étrangères et du Développement International (MAEDI), permettra aux élu(e)s, nouveaux et anciens, de partager avec les représentants nationaux et locaux nigériens, leurs préoccupations et leurs motivations quant au maintien des liens de coopération avec le Niger. Le mini-colloque proposera également aux élu(e)s français(e)s un éclairage objectif sur l'intérêt de leur engagement, pour leur territoire, ici.

Initialement prévue fin 2015, la rencontre profitera d'une plus grande visibilité lors de la 7^{ème} édition du Forum.

Président de la réunion :

Stéphane Valli, Maire de Bonneville et Président du groupe-pays Niger (à confirmer)

14h30 - 16h00

Réunion du groupe-pays Bénin : Vers l'organisation des 2^{ème} Assises de la coopération décentralisée

Six ans après la première édition des Assises de la coopération décentralisée, l'organisation de leur deuxième édition est prévue pour fin 2016. Depuis lors, des élections locales ont eu lieu, au Bénin, comme en France. A tous les échelons – municipaux, communaux et intercommunaux, départementaux et régionaux – les édiles sont nombreux à aborder leur mandat avec de nouvelles priorités. De ce fait, un certain nombre de partenariats de coopération ont été fragilisés.

Par ailleurs, un programme comme celui de la promotion de l'adressage, initialement porté par la coopération bilatérale française, a été amplifié par la coopération décentralisée.

Depuis 2010 également, les préoccupations liées aux dérèglements climatiques sont devenues plus prégnantes et la communauté internationale s'est dotée d'un agenda universel : que ce soit lors de la COP21 ou encore, par l'adoption des Objectifs du développement durable.

Les Assises de la coopération décentralisée au Bénin s'inscrivent donc dans ce nouveau contexte. Elles seront également, pour la première fois, européennes, associant des collectivités d'autres pays européens, en coopération avec des communes béninoises. Cela répond à une logique d'efficacité des actions, mais aussi, à la réalité d'un certain nombre de partenariats, dès aujourd'hui.

La réunion lors du Forum sera l'occasion de faire le point sur la préparation de ces Assises, en présence de partenaires venus du Bénin et d'insister sur les sujets qui vous paraissent incontournables.

Présidente de réunion :

Rose-Marie Saint Germès Akar, Conseillère communautaire au Conseil d'agglomération de Cergy-Pontoise et Présidente du groupe-pays Bénin

14h30 - 16h00

Réunion du groupe-pays Algérie

La réunion du groupe-pays Algérie aura pour objectifs de dresser le bilan des 3^{èmes} Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales et de revenir sur les perspectives que nous avons pu développer à Alger, les 25 et 26 mai 2016, avec nos collègues algériens. Une délégation algérienne d'élus et de fonctionnaires (nationaux et territoriaux) devrait participer au Forum, en présence du ministre algérien de l'intérieur et des collectivités locales, M. Noureddine Bédoui. Nous aurons ainsi le plaisir des les remercier pour le chaleureux accueil qu'ils nous ont réservé en Algérie et de les associer à la réunion du groupe-pays.

Président de réunion :

Georges Morin, Conseiller délégué aux affaires méditerranéennes à la mairie de Gières (Isère) et Président du groupe-pays Algérie

Evénement

14h30 - 16h00



Le suivi-évaluation : mesurer l'impact des politiques de l'action internationale des collectivités sur les territoires

Une thèse récente (Mary Gély, 2016) a montré que l'essentiel des retombées de l'AICT est de nature socio-culturelle – même si les discours évoquent souvent des retombées de nature économique. Une première chose à noter est que les programmes d'AICT n'ont pas été conçus dans cette optique. Dans la plupart des cas, ils ont été montés en se concentrant quasi uniquement sur les enjeux exprimés par les territoires partenaires. Un deuxième point est que les retombées socio-culturelles dont il est question sont très qualitatives, immatérielles : citoyenneté, mise en réseau des acteurs, professionnalisation, décloisonnement entre services, remotivation, etc. Dès lors, il est très difficile de les appréhender par des indicateurs chiffrés. Un troisième point serait qu'on a souvent du mal à mobiliser dans l'AICT les acteurs en capacité d'influer sur le développement du territoire français.

Face à ces réalités, un constat s'impose : il faut faire évoluer notre façon d'appréhender l'AICT.

L'atelier propose de donner à voir une méthode et des outils concrets pour :

- mobiliser les acteurs d'un territoire ;
- définir avec eux une action internationale qui réponde aussi à des enjeux du territoire ici (territoire français) ;
- se donner les moyens d'apprécier les retombées qualitatives de l'AICT sur le territoire, et de pouvoir en rendre compte.

L'atelier sera animé de façon participative, entre vidéo, témoignage, débat et présentation d'outils, sur un rythme cadencé !

Il préfigure une offre d'accompagnement qui sera proposée prochainement aux collectivités territoriales par le F3E, dans le cadre d'un partenariat avec CUF, l'ARRICOD et l'ADF.

Co-présidents de réunion :

Christel Tschaegle et Gabriel Voisin-Fradin, Administrateurs à l'ARRICOD et Bruno de Revers, Chargé d'études, F3E

16h00 - 17h30

Après la COP 21, quelles avancées de la coopération décentralisée pour le climat ?

La COP 21 est passée ; si elle a d'abord été un formidable moment d'effervescence, d'ébullition d'initiatives, d'engagements pris, il reste désormais à traduire cette énergie en action. La coopération décentralisée se présente toujours comme un moyen d'accompagner des collectivités, dans un tutorat entre pairs, pour trouver des solutions territorialisées aux manifestations du changement climatique ou pour pouvoir les anticiper.

Pour cela, les collectivités françaises doivent puiser dans leur expertise, en jouant la carte de la transversalité. Ouvrir le champ des possibles, c'est aussi le pari de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales, qui lance en 2016, pour la deuxième fois, un appel à projet climat, justement, pour valoriser l'expertise des collectivités dans ce domaine.

Cette conférence propose de présenter un éclairage sur la prise en compte croissante des collectivités et de leurs partenariats, par la communauté internationale. Afin d'y conserver toute leur place, différents acteurs se mobilisent, en France et au-delà, pour promouvoir la coopération décentralisée et la doter des moyens techniques et financiers nécessaires.

Animation :
Cités Unies France



Evénement

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba

Cette séance sera l'occasion de présenter la Direction de la coopération non officielle et décentralisée du vice-ministère de coopération pour le développement de El Salvador, ainsi que les orientations de coopération du gouvernement cubain.

De plus, la réunion aura pour objectifs de permettre une discussion autour de la proposition de l'organisation d'un « Second séminaire de la coopération décentralisée entre la France et l'Amérique centrale », prévu à El Salvador en 2017.

Président de réunion :

Alain Desmarest, Vice-Président du Conseil départemental de Val-de-Marne et Président du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba

17h30 - 19h00

Réunion du Comité de pilotage des 10^{èmes} Assises de la coopération franco-vietnamiennes

Les 10^{èmes} assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne se tiendront à Can Tho du mercredi 14 au jeudi 16 septembre 2016 où près de 200 participants sont attendus afin d'échanger autour des problématiques telles que le changement climatique, le développement économique ou encore le patrimoine et la culture. En présence d'une délégation de la ville de Can Tho, le comité de pilotage actera les derniers points relatifs à l'organisation des assises et des cinq ateliers.

Président de réunion :

Jean-Claude Dardelet, Vice-président de Toulouse Métropole, Conseiller municipal délégué de la ville de Toulouse et Président du groupe-pays Vietnam (à confirmer)



15

Mardi 5 juillet 2016

14h00 - 15h45

Réunion du groupe-pays Maroc

Les assises de la coopération décentralisée sont prévues pour les 8 et décembre prochain, à Marrakech. Le pré-programme est d'ores et déjà discuté (sa dernière mouture est consultable sur le site de Cités Unies France : http://www.cites-unies-france.org/spip.php?page=pays_page&tid_article=2625&tid_rubrique=215), ce programme sera consolidé lors d'un comité de pilotage des assises le 4 juillet prochain. Afin de présenter aux collectivités l'état d'avancement du programme de cette rencontre et de vous permettre de vous mobiliser autour de cette rencontre, une réunion du groupe-pays Maroc de Cités Unies France se tiendra le 4 juillet, de 17h30 à 19h00, le 4 juillet au Palais des Congrès, sous la présidence de M. Roatta, adjoint au maire de Marseille et en présence d'une délégation marocaine. Toutes les collectivités intéressées sont invitées à y participer.

Président de réunion :

Jean Roatta, Adjoint au maire de Marseille et Président du groupe-pays Maroc de CUF

14h15 - 15h45

Regards croisés sur la coopération franco-coréenne

A l'occasion de l'année croisée France-Corée, dont le Pavillon de la Corée du sud au Forum est inscrit et labellisé par l'Institut français, CUF a souhaité valoriser les liens franco-coréens de coopération. Une dizaine de coopérations est recensée sur des sujets très divers mais laissant une part importante aux échanges culturels, à l'innovation et la créativité. Cette session « regard croisés » doit permettre aux nombreuses collectivités françaises à la recherche de plus de connaissances sur le pays, mais aussi aux autorités coréennes de se rapprocher. Une coopération étroite entre CUF et le Centre Coréen des Collectivités Locales a déjà réunis les collectivités intéressées afin de partir des besoins de part et d'autres.



Evénement

Présidence franco-coréenne :

Roland Ries, Maire de Strasbourg et Président de CUF (à confirmer)

Suh Byong-soo, Maire de Busan, Chef de la délégation Sud-coréenne au Forum (à confirmer)

14h15 - 15h45

Réunion du groupe-pays Palestine

Aujourd'hui dans une région fragmentée et en guerre -Syrie, Liban, Égypte, Irak-, quels sont les enjeux stratégiques de la question israélo-palestinienne ? Quel rôle peut jouer réellement la France dans la reconnaissance de l'Etat palestinien et la résolution du conflit ? Dans quelle mesure les collectivités locales françaises ont-elles réussi à véritablement accompagner la construction de l'Etat Palestinien, et quelles sont les perspectives de leurs partenariats ?

Les quatrième assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, organisées par le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) et Cités Unies France ont été marquées par la question centrale de la reconnaissance de l'Etat palestinien. Elles ont été l'occasion d'aborder différentes thématiques telles que le développement économique durable, la coopération avec Jérusalem-Est, Gaza, le renforcement des institutions locales, etc. La question centrale de la non continuité des territoires palestiniens comme étant le principal obstacle à la création d'un Etat palestinien viable a été clairement posée dans le débat. Quelle marge de manœuvre reste à la communauté internationale pour trouver une solution ?

Président de réunion :

Denis Cerisy, Adjoint au maire de Ris Orangis, Président du RCDP

14h15 - 15h45

Réunion du groupe-pays Russie

Cette troisième réunion de groupe-pays Russie sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe. Elle permettra l'établissement d'un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie. Cette réunion sera également l'occasion pour les collectivités locales de mutualiser leurs expériences et d'échanger concernant l'innovation, la culture, le patrimoine et le tourisme, le développement durable, la santé et la politique sociale. Les perspectives de la coopération décentralisée avec la Russie et un programme de travail du groupe-pays pour les mois à venir seront aussi au programme de cette réunion.

Président de réunion :

Rudy Salles, Député des Alpes-Maritimes, Adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant du président du groupe-pays Russie de Cités Unies France, Christian Estrosi, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur et Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Japon : 3ème Comité de pilotage français des 5^{èmes} Rencontres franco-japonaises, les 5 et 6 octobre 2016, à Tours

S'appuyant sur le succès des rencontres précédentes, la Ville de Tours, jumelée avec Takamatsu, accueillera cette cinquième édition des Rencontres, les 5 et 6 octobre 2016. Ces rencontres ont pour but de mutualiser nos connaissances au sujet de la mondialisation, d'échanger ainsi des bonnes pratiques, d'approfondir les coopérations ou de créer de nouveaux partenariats. Les discussions seront organisées en trois ateliers : économie, culture et urbanisme, autour du thème : « L'innovation facteur de dynamisme économique et de rayonnement international pour les collectivités locales japonaises et françaises ».

Cette dernière réunion avant les 5^{èmes} Rencontres sera l'occasion de faire un bilan sur tous les aspects de cet événement : ateliers de travail, programme d'activités, logistique du séjour, participation des collectivités.

Co-présidents de réunion :

Jean-Michel Berlemont, Adjoint au maire de Nancy et Président du groupe-pays Japon de Cités Unies France

Jérôme Tebaldi, Conseiller municipal de Tours, délégué auprès du maire aux Relations Internationales et à la Culture, et Président du Comité de pilotage français des 5^{èmes} Rencontres



Evénement

7^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Cofondateurs - Organismes



Partenaires institutionnels du forum



Soutiens institutionnels du forum



Informations pratiques

- Dates : lundi 4 et mardi 5 juillet 2016
- Lieu : Palais des Congrès de Paris
- Accès : M° Ligne 1 direction la Défense, station Porte Maillot, RER C Neuilly-Porte Maillot, Bus 82, 73, PC1, PC3



Plus d'informations sur le programme, les exposants et inscriptions en ligne :

<http://www.cites-unies-france.org/-Forum-de-l-action-internationale->

www.coopdec-icic.org



BURKINA FASO

Président groupe-pays : en cours de renouvellement

Les amis du Burkina Faso rencontrent le président du Faso, le 6 mai 2016, à la Maison de l'Amérique Latine, à Paris



Son Excellence Monsieur le Président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a effectué sa première visite officielle en France du 4 au 7 avril 2016. Après une rencontre avec le Président de la République François Hollande le 5 avril, il a souhaité convier les amis du Burkina Faso lors d'une brève réception le 6 avril au soir, à la Maison de l'Amérique Latine, à Paris.

Le Président du Faso était accompagné d'Alpha Barry, Ministre des Affaires étrangères, et de Simon Compaoré, Ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité, ancien maire de Ouagadougou.

Charles Josselin, président d'honneur de Cités Unies France, et plusieurs collectivités membres de CUF engagées avec des collectivités burkinabè, ont eu l'honneur de participer à cette réception. Dans son allocution, le Président du Faso a remercié tous les acteurs de la coopération décentralisée qui participent au renouveau démocratique du pays, initié par le peuple burkinabè.

Réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 11 mars 2016



La dernière réunion du groupe-pays Burkina Faso a eu lieu le 11 mars 2016, dans les locaux de Cités Unies France. Les sujets qui ont été abordés étaient :

- la prise en compte au sein des partenariats, du contexte sécuritaire en Afrique de l'Ouest, en particulier après les attaques de janvier 2016 au Burkina Faso ;
- les perspectives pour la coopération décentralisée, avec la fin de la transition au Burkina Faso ;
- la mise en place du nouveau gouvernement, le calendrier des élections municipales annoncées pour le 22 mai 2016 (Conseil des ministres du 27 janvier 2016) ;
- le projet de « Plan national de développement économique et social (PNDES) », inscrit dans le programme présidentiel, visant à « dégager les priorités nationales sur la période 2016-2020 ». (Conseil des ministres du 27 janvier).

Élections municipales

Les élections municipales du 22 mai 2016 sont perçues comme l'aboutissement de la transition démocratique du pays.

Le 25 mai, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) confirme la victoire du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), parti du président Kaboré avec 11.167 conseillers municipaux sur 18.955 en lice. Viennent ensuite l'Union pour le progrès et le changement (UPC) et le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP). Le taux de participation a été faible : 47,65%. Le scrutin n'a pu se tenir dans les localités de Béguedo, Zogoré et Bouroum-Bouroum ni dans les villages de Tioussa, Badara Sambla, et les villages de Dapélogo.

ACTUALITÉS BURKINA FASO

La capitale se trouve confrontée depuis plusieurs semaines à d'importantes pénuries d'eau, poussant les autorités à assurer l'accès à l'eau par une distribution alternée dans la ville et par la réhabilitation de forages à l'abandon. Cette pénurie qui s'est fait sentir pour la première fois en 2013 est accentuée sous l'effet de la canicule en cours.

MAURITANIE

Président : Daniel Allieux, Adjoint au maire de Lieusaint

Réunion du groupe-pays, le 8 juin 2016
Un an et demi après la tenue des Rencontres de la coopération décentralisée qui ont réuni plus de 200 personnes à Nouakchott, le groupe-pays se retrouve autour d'une demi-journée organisée par le pS-Eau le 8 juin matin, dédiée aux orientations nationales « eau et assainissement » ainsi qu'à certaines expériences.

Début juin toujours, une rencontre est prévue avec la délégation de l'Association des maires de Mauritanie, venue pour le Congrès des maires de France. Enfin le groupe-pays continue à s'intéresser au travail avec les entreprises et à l'implication des jeunes dans la coopération décentralisée, axes de travail définis lors des Rencontres de Nouakchott, en octobre 2014.

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : en cours de renouvellement

Le second volet de l'appel à projets en soutien à la coopération décentralisée franco-sénégalais est ouvert jusqu'au 17 juin 2016.

Le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI, Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales) et le ministère sénégalais de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGLDAT), ouvrent le second appel à projets en soutien aux partenariats de coopération décentralisée entre collectivités territoriales françaises et sénégalaises. Il sera ouvert du 22 avril au 17 juin 2016.

L'appel à projets est publié sur le site français :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr>

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, Maire de Bonneville, Président de la Communauté de Communes Faucigny Glières

Le groupe-pays Niger s'est réuni jeudi 19 mai 2016. Cette rencontre, animée par le président du groupe-pays Niger, a connu les participations de l'Ambassadeur du Niger en France, des services du MAEDI-DAOI, DAECT, et de plusieurs représentants des collectivités territoriales et associations. Principalement à l'ordre du jour de la réunion : le maintien des partenariats de coopération en cours avec les collectivités nigériennes ; la recherche de moyens pour mobiliser les élus tentés de se désengager du Niger ou le connaissant peu. A l'issue de cette rencontre, a été confirmée la tenue d'un colloque qui se tiendra le 4 juillet 2016, dans le cadre du 7^{ème} Forum de l'Action internationale des collectivités territoriales.

CÔTE D'IVOIRE

Cités Unies France souhaite partager avec les acteurs en partenariat avec les collectivités ivoiriennes, sa tristesse à l'annonce de la disparition brutale de Parfait GOHOUROU, DGDDL, interlocuteur privilégié et défenseur infatigable de la décentralisation ivoirienne et de la coopération décentralisée. Sincères condoléances à ses proches et collaborateurs.

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : en instance de renouvellement

Les 2^e Assises de la coopération décentralisée à Madagascar, prévues pour début 2017, occuperont le groupe-pays Madagascar tout au long de l'année. Aussi, afin d'inciter les nouveaux exécutifs des collectivités françaises à s'engager ou poursuivre leur action à Madagascar, Cités Unies France élabore actuellement un Dossier-pays Madagascar. Si vous avez des suggestions à faire concernant son contenu, n'hésitez pas à contacter Amaury Parelle, chargé de sa rédaction (etude@cites-unies-france.org), avant fin juin si possible.

MALI

Président groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, Député-maire de la Flèche

Réunion du groupe-pays Mali, le 8 mars 2016



Lors de la réunion plénière du 8 mars 2016, le MAEDI a confirmé le financement et la mise en place, à très court terme, d'une représentation de Cités Unies France au Mali. Une mission conjointe MAEDI-CUF de préparation de Malika Messad est prévue en juin.

Cet engagement fait suite à la mission conjointe de Cités Unies France et du MAEDI en novembre 2015, au cours de laquelle la nécessité d'une représentation du groupe-pays Mali à Bamako a été exprimée, par l'Ambassade de France, l'Agence française de Développement, la Délégation de l'Union européenne et les partenaires techniques et financiers en appui à la décentralisation, les autorités centrales et nationales maliennes en charge de la décentralisation. L'objectif est de redynamiser la coopération décentralisée franco-malienne et d'appuyer le processus de décentralisation au Mali voulu par les parties signataires des Accords de Paix.

Il est prévu que Malika Messad rencontre les membres du groupe-pays Mali, à l'occasion du 7^e forum de l'action internationale des collectivités, avant de repartir poursuivre sa mission.

Actualités Mali

Au plan sécuritaire, le Nord du pays reste fragile malgré les efforts des forces maliennes et de la Minusma. La bonne mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation reste un défi, y compris dans son volet décentralisation : élections locales, autorités intérimaires, etc. : le calendrier sera difficilement tenu. En revanche un nouveau Gouverneur a bien été nommé pour la région de Kidal : Koïna Ag Ahmadou.

En attendant les élections locales, les réunions du Comité de suivi de l'accord (CSA) se révèlent encore peu concluantes, notamment sur la question des autorités intérimaires. Ces autorités intérimaires sont une revendication forte des ex-rebelles, et sont perçues comme un élément catalyseur par nombre de responsables politiques pour résoudre de nombreux points de blocages sur la mise en œuvre de l'Accord.

Ces autorités n'auront pas compétence sur les biens de la collectivité, ni sur ses ressources humaines, et elle ne sont prévues que pour une durée de 6 mois renouvelables (sans dépasser 12 mois). Malgré les dispositions pour limiter leurs compétences, une partie de la population et des cadres locaux en place y voient une dérive en faveur des ex-rebelles. (Sources : RFI ; Malijet.com ; Maliactu.info ; maliweb.net)

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Camille Borella, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Niger, Afrique centrale et des Grands Lacs, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes

ARGENTINE

Président du groupe pays : Bernard Saules, Vice-président du conseil départemental de l'Aveyron

Déclaration conjointe France-Argentine en appui à la coopération décentralisée

François Hollande, Président de la République française, s'est rendu en visite d'Etat en Argentine, les 24 et 25 février 2016. Dans ce cadre, un volet « coopération décentralisée » reconnaissant les acquis et bienfaits de la coopération décentralisée franco-argentine, a été ajouté à l'Accord de coopération culturelle Scientifique et technologique signé en 1964.

Dans leur déclaration conjointe, les deux Présidents ont souligné « l'importance que représente pour leurs collectivités territoriales de donner suite aux Rencontres qui ont lieu depuis 2008 (Buenos Aires - La Plata) et 2012 (Biarritz - Pau) et, en ce sens, s'accordent pour tenir les 3^{èmes} Rencontre franco-argentine de la coopération décentralisée au cours de l'année 2016 ». À ce jour la date de ces rencontres n'a pas encore été définie.

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Président du groupe-pays : Alain Desmarest, Vice-président du conseil départemental du Val-de-Marne

Rencontre entre le président du groupe-pays de Cités Unies France et les ambassadeurs du Nicaragua et de Cuba

Le nouveau président du groupe-pays Amérique centrale et Cuba de Cités Unies France, avec l'appui de la Direction des Amériques et Caraïbes du MAEDI a rencontré, début mai 2016, l'ambassadeur du Nicaragua, S.E. Mme Ruth Tapia, et S.E.M. Hector Igarza, ambassadeur de Cuba.

Ces rencontres avaient pour objectif de présenter Cités Unies France ainsi que son nouveau président du groupe Amérique Centrale et Cuba, et le fonctionnement de la coopération décentralisée en France.

Lors de cette rencontre, un état des lieux des coopérations en cours entre collectivités françaises dans ces deux pays a été réalisé. Finalement, ont été évoquées des initiatives pour favoriser et améliorer les liens de coopération entre les collectivités territoriales françaises et ces deux pays.

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE

A lire : Revue Mexicaine de Politique Extérieure, numéro 104 (mai-août 2015), sur le thème : Gouvernements Locaux : Acteurs Internationaux

Vous trouverez sur le site internet de Cités Unies France la traduction de deux articles publiés dans le numéro 104 de la Revue Mexicaine de Politique Extérieure (mai-août 2015) :

Un siècle d'internationalisation des gouvernements locaux, Alain Le Saux, Secrétaire général de METROPOLIS :

<http://www.cites-unies-france.org/Un-siecle-d-039>

Les alliances de villes et de collectivités territoriales comme embryon d'un monde nouveau, Eugène Zapata, Conseiller international du Maire de Mexico :

<http://www.cites-unies-france.org/Les-alliances-de-villes-et-de>

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE

La nouvelle phase de l'Alliance euro-latino-américaine de coopération entre villes



Le projet Alliance euro-latino-américaine de coopération entre villes (AL-LAs), né en 2012 avec l'appui financier de l'Union européenne, est arrivé à son terme. La seconde phase de ce projet a commencé en mars 2016 avec la création de l'Alliance AL-LAs coordonnée par le gouvernement de la ville de Mexico, et réunissant les villes latino-américaines de Medellin (Colombie), Belo Horizonte, Rio de Janeiro et l'Etat de Minas Gerais (Brésil), Montevideo (Uruguay), Quito (Equateur) et Lima (Pérou), ainsi que les villes européennes de Paris, Madrid et les réseaux Cités Unies France et le Fonds Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI).

Ainsi, sur la période 2016 à 2018, AL-LAs travaillera pour :

- renforcer la capacité institutionnelle des autorités locales pour établir une politique publique professionnelle de relations internationales ;
- accompagner des projets de coopération entre des villes sur trois thèmes : développement durable ; inclusion sociale et attractivité territoriale ;
- consolider l'impact des collectivités locales d'Amérique latine et d'Europe dans les agendas internationaux, au travers de leur travail en réseau.

AL-LAs est aujourd'hui l'unique espace formel de dialogue et de collaboration entre des collectivités territoriales d'Europe et d'Amérique latine, spécialisé sur les thèmes internationaux et de coopération.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, Maire de Suresnes

Etude de capitalisation sur la coopération décentralisée franco-haïtienne

A la dernière réunion de groupe-pays Haïti, du 31 mars 2016, a été présentée la restitution de l'étude de capitalisation des expériences de coopération décentralisée haïtiennes et françaises.

Cette réunion s'est déroulée en présence de Mouhamadou Sylla qui a réalisé l'étude, ainsi que Ruthlande Anglade, Directeur des Collectivités Territoriales (DCT) du ministère de l'Intérieur haïtien et de Damien Bauchau, Attaché de coopération à l'Ambassade de France, qui ont été à l'initiative de cette étude. L'étude a été réalisée dans un contexte très particulier : maires intérimaires en Haïti, période d'élections en France.

Elle a permis de mettre au jour les différents types de coopération franco-haïtiens existant. Si aucun type de relations n'est ressorti comme plus efficace, il a été souligné l'importance de s'adapter à l'évolution du contexte haïtien et à l'instabilité institutionnelle qu'il peut y avoir.

L'étude a reconnu la spécificité de la coopération française en Haïti et les liens particuliers qui existent entre les deux pays.

Quelques enseignements sont ressortis de cette étude, comme par exemple : l'importance des relations et de dialogue politique inter-collectivités comme facteur de réussite des actions de coopération ; la pertinence d'une démarche participative dans un contexte de processus de décentralisation ; le renforcement des équipes techniques représente une plus-value pour assurer une coopération inscrite dans la durée.

COLOMBIE

Soutien à la coopération décentralisée franco-colombienne

Dans le cadre de la déclaration conjointe sur le renforcement du partenariat entre la France et la Colombie, du 26 janvier 2015, les deux présidents de la République ont convenu d'encourager le développement de la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et colombiennes.

Dans ce sens, le MAEDI-DAECT et l'Agence Présidentielle de Coopération (APC) de Colombie ont signé un « Arrangement pour le soutien à la coopération décentralisée », créant ainsi un appel à projets conjoint franco-colombien pour le soutien aux projets de coopération décentralisée.

Malgré le contexte favorable permis par cette déclaration ainsi que par la présence de l'AFD en Colombie depuis 2009, les liens de coopération entre collectivités françaises et colombiennes ne sont pas très nombreux. Afin de favoriser ces liens et les rencontres entre collectivités des deux pays, Cités Unies France, en étroite collaboration en France avec : le MAEDI-DAECT, l'AFD, l'Ambassade de Colombie et la ville de Paris, et en Colombie : l'APC, le ministère de Planification, la représentation de l'AFD, l'Ambassade de France, les villes de Bogota et Medellin, la Fédération colombienne des municipalités et l'Université du Rosario, ainsi que la ville de Mexico, coordinateur de l'Alliance euro-latino-américaine de coopération entre villes (AL-LAs), organisera un « Séminaire de promotion de la coopération décentralisée France-Colombie et des expériences d'internationalisation des villes en Amérique latine ».

Ce séminaire prendra la forme d'un side-event en marge du 5ème Congrès mondial de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) qui aura lieu du 12 au 15 octobre 2016, à Bogota. De plus, l'année 2017 sera : « **Année France-Colombie** ». Ainsi, des événements seront organisés sur les deux territoires afin de promouvoir chacun des pays.

Coopération Paris - Medellin : mission exploratoire

Fortes de leurs ambitions communes en matière de ville durable et innovante, Paris et Medellin souhaitent étudier les opportunités de coopération technique afin de partager leur expertise et savoir-faire sur des sujets urbains. Cette initiative s'inscrit en lien avec la volonté franco-colombienne de renforcer les relations bilatérales et notamment de développer des partenariats entre collectivités locales, dans un contexte de pacification locale et de dynamisme économique et social. La programmation de l'année France-Colombie en 2017 offre également un contexte très favorable à la structuration de cette coopération.

Dans cette perspective, une mission exploratoire de la ville de Paris a été organisée du 9 au 13 mai dernier.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba, Chili)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

INDE

Président du groupe-pays : Didier Le Bougeant, Délégué aux Solidarités et aux Coopérations internationales, Conseil départemental d'Ille et Vilaine

Relance du groupe-pays Inde - Les collectivités engagées en Inde se mobilisent

Le groupe-pays Inde s'est réuni début novembre 2015, autour d'une dizaine de participants. L'enjeu était de faire le point sur les échanges existants et de mesurer les besoins des collectivités françaises. Après plusieurs années, les collectivités territoriales se sont retrouvées autour de différents constats quant à l'évolution de la coopération franco-indienne.

Elles ont exprimé leurs attachements et attentes par rapport au groupe-pays en citant la mutualisation et l'approfondissement de la connaissance du pays, l'échange et la co-construction. Elles ont évoqué les avancées connues ces dernières années, sans nier les grandes disparités d'échelle, d'organisation et de fonctionnement qui rendent la coopération complexe.

Le groupe-pays se dote d'un président

Le groupe-pays Inde réuni fin 2015, après une période d'activité creuse, se restructure. En effet, la réunion du 6 décembre a rassemblé de nombreux acteurs travaillant aux rapprochements franco-indiens.

Le groupe-pays a pâti d'un calendrier dense d'élections locales de part et d'autre, et collatéralement de la perte de son président, Claudy Lebreton, président du Conseil départemental des Côtes d'Armor. Fondateur et premier président du groupe-pays, il a forgé le cadre de travail du groupe-pays, fédérant plus d'une vingtaine de collectivités françaises, majoritairement des villes auxquelles s'ajoutent des structures intercommunales, des départements et régions.

Ayant réalisé un travail important, il est avec quelques élus locaux le pionnier des relations franco-indiennes, officiellement présentées lors des rencontres de la coopération franco-indiennes en 2010. Le Bureau exécutif de Cités Unies France a voté et confirmé la nomination de Didier Le Bougeant, Délégué aux Solidarités et aux Coopérations Internationales, au Conseil départemental d'Ille et Vilaine.

L'actualité de la coopération est dynamique et les projets engagés sont globalement en phase de maturation. Certaines collectivités affirment même avoir trouvé récemment une certaine stabilité et un recul suffisant après des années de coopération.

Il semble que la période qui s'ouvre sera riche en opportunités (cf. CR groupe-pays Inde), et rythmée par la mise en oeuvre du plan du gouvernement indien en direction des collectivités locales et du renforcement de leurs outils de gouvernance.

Le portage politique, et qui plus est d'un groupe-pays, est un facteur important dans la dynamique, la construction transversale et la mise en oeuvre multi acteurs du projet de coopération internationale.

CHINE

Président du groupe-pays : en instance de renouvellement

Le Comité conjoint franco-chinois de préparation des rencontres, un outil au service de la réussite de l'événement de Chengdu

Invitée à Chengdu, pour le deuxième comité de pilotage franco-chinois de préparation des 5èmes rencontres, la délégation française conduite par Jacques Auxiette, co-président du Comité de pilotage, est très satisfaite des échanges et des décisions prises.

La session de travail a permis de débattre de la méthodologie et des attendus de ces rencontres. L'ambiguïté, liée à la proximité avec la Foire de l'Ouest, a été levée, et unanimement les deux parties ont convenu de la nécessité pour les ateliers d'être des espaces d'innovation, concrets et s'appuyant sur une logique apprenante et non protocolaire. Le travail de liaison avec les collectivités (via le groupe-pays) en avril a été particulièrement utile, et les décisions prises en comité de pilotage devront être partagées afin d'organiser le plus en amont possible et de proposer une participation cohérente et permettre l'identification des intervenants et animateurs.

Les ateliers de terrain s'avèrent être de véritables sessions d'immersion dans des initiatives existantes. Ils ont été pensés en complémentarité avec les ateliers en salle, ils aborderont largement la question de la mise oeuvre sur le terrain, et seront aussi l'occasion d'approcher des problématiques et savoir-faire chinois (développement rural et agricole, savoir-faire artisanaux et modernité, patrimoine et innovation...).

Un site pour faciliter les inscriptions et réservations hôtelières sera mis en ligne sous peu. La question des prix de la coopération et des temps de rencontres formelles seront coordonnés pour gagner en efficacité.

À vos agendas ! Prochain rendez-vous pour les collectivités françaises, le 21 juin 2016, de 14h à 16h30.



VIETNAM

Président du groupe-pays : Jean-Claude Dardelet, Conseiller municipal délégué, en charge de la coordination et promotion des affaires européennes et du développement internationales, Ville de Toulouse, Vice-président de Toulouse Métropole

Les 10^{ème} assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, du 14 au 16 septembre 2016, à Can Tho

Les 10^{ème} assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne se tiendront à Can Tho du mercredi 14 au jeudi 16 septembre 2016. Près de 200 participants sont attendus afin d'échanger autour des problématiques telles que le changement climatique, le développement économique ou encore le patrimoine et la culture. Ces assises ont pour ambition de rassembler autour des collectivités l'ensemble des acteurs de la coopération décentralisée : les entreprises, les associations, les universités, les hôpitaux. Le programme et les modalités de participation à ces 10^{èmes} Assises sont disponibles sur le site officiel des assises : <http://viet-phap.cantho.gov.vn/index.php/fr/>

ACTUALITÉ JAPON

Nouveau logo pour les Jeux Olympiques de Tokyo 2020

Le nouveau logo a été dessiné par Asao Tokolo et représente un anneau en damier traditionnel japonais de couleur indigo. Celui des jeux paralympiques est similaire mais avec un anneau plus épais et non fermé. Il a été plébiscité par le public et par le comité de sélection, estimant qu'il était à l'image du Japon, de la ville de Tokyo et de l'esprit des Jeux de Tokyo 2020. En effet, le motif en damier est connu au Japon de l'époque Edo (1603-1867) comme « ichimatsu moyo » et ce motif, tout comme le bleu indigo traditionnel japonais, rappelle l'élégance raffinée et la sophistication dont le Japon est une illustration.



JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, Adjoint au Maire délégué aux Relations Internationales Européennes et Transfrontalières de la Ville de Nancy

Les 5^{ème} Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, les 5 et 6 octobre 2016, à Tours - la 3^{ème} réunion du comité de pilotage français, le 5 juillet 2016, au Palais des Congrès de Paris



S'appuyant sur le succès des rencontres précédentes, la Ville de Tours, jumelée avec Takamatsu, accueillera cette cinquième édition des Rencontres, les 5 et 6 octobre 2016, sur le thème principal : « L'innovation facteur de dynamisme économique et de rayonnement international pour les collectivités locales japonaises et françaises ». Ces 5^{ème} Rencontres s'inscrivent

dans la continuité des rencontres précédentes pour approfondir le travail d'échange de bonnes pratiques en vue de résoudre des problèmes communs. Les discussions, aux thématiques inclusives, seront organisées en trois volets ayant trait à l'économie, la culture et l'urbanisme. Les deux pays s'attacheront à identifier des rapprochements emblématiques et à soutenir des projets en particulier dans le domaine économique et du développement durable.

Le travail sera organisé en trois ateliers :

- Atelier 1 - Économie, Industrie, Tourisme
- Atelier 2 - Innovation, Culture
- Atelier 3 - Urbanisme

Les inscriptions individuelles à ces 5^{ème} Rencontres seront ouvertes sur le site de Tours dans les jours à venir et vous retrouverez le lien sur notre page : <http://www.cites-unies-france.org/Cinquiemes-Rencontres-franco>

La troisième réunion du Comité de pilotage français aura lieu dans le cadre du 7^{ème} Forum de l'Action internationale des collectivités le **mardi 5 juillet 2016, de 16h00 à 17h30, au Palais des Congrès de Paris.**

Pour plus d'informations sur les Rencontres (programme, fiche de présentation des collectivités, fiche technique d'exposition, etc.), merci de consulter le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/Cinquiemes-Rencontres-franco>.

Le Japon à l'honneur à Tours en 2016

En plus d'un partenariat de coopération et d'une amitié solide avec Takamatsu, la ville de Tours et son agglomération comptent plusieurs associations franco-japonaises, une communauté japonaise importante et de nombreux amoureux du Japon. Tours a donc une vraie volonté, tout au long de l'année, de faire découvrir le Japon, et dont les 5^{ème} Rencontres franco-japonaises seront un point culminant.

Le 15 janvier, Serge Barbary, maire de Tours, a accueilli une délégation de maîtres japonais de la ville de Takamatsu, des artisans travaillant dans la pure tradition artisanale.

Du 19 au 21 février, la culture japonaise était à nouveau mise à l'honneur, mais cette fois plutôt dans sa dimension moderne et populaire, à travers ses mangas, jeux vidéos et cosplays. Le Centre international de congrès Vinci accueillait le « Japan Tours Festival » qui a été un grand succès avec 18 000 visiteurs. D'autres événements sont à noter dans l'actualité franco-japonaise de la ville : une guinguette en bords de Loire avec une journée dédiée au Japon, ou encore une grande journée des associations sportives du territoire avec une forte connotation japonaise par la mise en avant des arts martiaux. (Source : www.clairparis.org)

ACTUALITÉS JAPON

Ville d'Issy Les Moulineaux : Inauguration du jardin japonais d'Ichikawa



son Maire, Hiroshi Okubo, a été accueillie par le Maire d'Issy, André Santini, ancien Ministre et Député des Hauts-de-Seine. Yoshihiro Higuchi, Ministre de l'Ambassade du Japon en France, était également présent.

Un jardin japonais est considéré comme une véritable œuvre d'art paysagère, pensé et tourné vers l'harmonie. Et Issy Les Moulineaux a bénéficié d'un soutien important de ses partenaires japonais pour la création de ce jardin. Ainsi, il se veut être une représentation de la nature, mais aussi de la vie et du temps qui passe. Il s'agit du premier jardin public traditionnel japonais en France, et tous les éléments qui le composent ont une symbolique, que les visiteurs peuvent désormais découvrir.

Pour plus d'informations : <http://www.issy.com/jardinjaponais>

Shinzo Abe en visite de travail à l'Élysée, le 2 mai 2016

Le premier ministre japonais a rencontré le président François Hollande le lundi 2 mai, dans le cadre de la tournée européenne qu'il effectue pour recueillir les points de vue des dirigeants européens en prévision de la réunion du sommet du G7 organisée les 26 et 27 mai 2016 à Shima, dans la préfecture de Mie, au Japon. Ils ont, à cette occasion, exprimé leur accord sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques budgétaires flexibles, accompagnées de réformes structurelles pour relancer la croissance, et c'est cette position commune qu'ils exprimeront lors du sommet du G7. Les deux chefs d'Etats ont également abordé d'autres sujets, et ils ont ainsi mis en avant une volonté de renforcer la coopération dans la lutte antiterroriste entre la France et le Japon ou encore une collaboration accrue dans la mise en œuvre complète de l'accord de Paris sur le climat.

Enfin, évoquant les festivités du 160^{ème} anniversaire des liens d'amitiés entre Tokyo et Paris en 2018, Shinzo Abe et François Hollande ont discuté de l'organisation d'une exposition par le gouvernement japonais à Paris à ce moment. (Source photo : Compte Twitter de l'Élysée : <https://pbs.twimg.com/media/CheCOZOWYAAmFF7.jpg>)



À travers cet espace dédié à la méditation, c'est un peu de Japon à Issy. C'est dans cet esprit qu'a été effectuée l'inauguration du Jardin japonais le 26 mars 2016. Pour inaugurer cet emblème de l'amitié entre Issy et Ichikawa, une délégation de la ville japonaise conduite par



Séisme sur l'île de Kyushu

Du 14 au 16 avril 2016, l'île de Kyushu, et notamment le département de Kumamoto, ont été touchés par deux tremblements de terre de magnitude 6,5 et 7,3. Les pertes humaines, les blessés et les dégâts matériels ont été très importants, d'autant plus que ces premières secousses ont été suivies par de nombreuses répliques : 600 secousses ont été ressenties jusqu'au 20 avril.

L'état de catastrophe naturelle a été déclaré et les secours sont à l'œuvre pour venir en aide à la population, bien que l'acheminement de l'aide et des vivres soit compliqué vu l'endommagement des infrastructures et des routes.

25.000 soldats, pompiers, médecins et autres sauveteurs sont mobilisés dans la région, où des dizaines de villages ont vu leurs maisons traditionnelles de bois s'effondrer ou être emportées par la boue et les roches. Avec 58 morts, 1000 blessés et plus de 100 000 évacués à loger et nourrir, le Japon est confronté à sa situation humanitaire la plus grave depuis le séisme du 11 mars 2011, même si les pertes humaines sont cette fois heureusement moins élevées.

Situé à la jonction de quatre plaques tectoniques, l'archipel japonais subit chaque année plus de 20% des séismes les plus forts recensés dans le monde, ainsi la population est préparée à ces risques et des sms d'alerte envoyés par les autorités ont permis aux habitants de se mettre à l'abri, mais le bilan de cette catastrophe naturelle reste énorme.



Cités Unies France a fait part de ses sincères condoléances et de son soutien aux collectivités et au peuple japonais touchés par les séismes qui ont eu lieu du 14 au 16 avril 2016, notamment dans le département de Kumamoto. Nous avons souhaité à nos partenaires et amis japonais beaucoup de force et de solidarité dans ce moment douloureux. (Source texte : RFI - Source photo : Le Monde / Shohei Miyano / AP http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/04/16/au-japon-la-situation-du-kyushu-aggravee-par-de-nouveaux-seismes_4903295_3244.html)

ACTUALITÉ JAPON

État du commerce extérieur japonais

Le commerce extérieur du Japon, après quatre années de mauvais chiffres suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima, a connu une embellie, avec un excédent commercial qui a triplé en mars 2016.

Celle-ci est en grande partie liée à la chute des prix du pétrole. En effet, le Japon avait été amené à recourir massivement aux importations d'énergies fossiles pour compenser l'arrêt des réacteurs nucléaires, et la baisse des prix depuis plusieurs mois a amoindri les achats en valeur de pétrole ou produits dérivés et de gaz naturel de quelques 40%.

D'un autre côté, l'essoufflement des pays asiatiques, et particulièrement la Chine, est un important facteur de baisse des exportations pour le Japon. Les exportations en direction des Etats-Unis ont diminué également, alors que le Japon ne dispose plus autant de l'avantage d'un yen faible face au dollar.

De manière générale, les exportations ont fléchi en valeur pour le sixième mois consécutif.

En revanche, il faut noter que ce regain du yen a contribué à réduire le coût des marchandises importées.

Après des résultats catastrophiques, d'autant plus pour un pays habitué à de bonnes performances commerciales, le pays affiche aujourd'hui un excédent mensuel (seulement le troisième après ceux de mars et octobre 2015) et cela est un signe positif à souligner.

Cependant, les observateurs restent prudents, en raison d'indicateurs nuancés, mais également car un autre poids pèse sur l'économie japonaise, à savoir une demande intérieure faible, puisque la population reste incertaine quant à l'avenir.

(Source : RFI)

CORÉE DU SUD

Réunion/ appel à intérêt – Corée du Sud, le 5 juillet 2016, de 14h30 à 16h30 – Focus sur la coopération France – Corée du Sud



A l'occasion de la préparation du 7^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités territoriales, et vu la dynamique des relations franco-coréennes, Cités Unies France en partenariat étroit avec la GAOK, Centre coréen des collectivités locales, et la Délégation à l'action extérieure des collectivités du Ministère des affaires étrangères et du développement international (DAECT/MAEDI) ont organisé, en mai dernier, une réunion-rencontre autour des partenariats de collectivités en Corée du Sud.

La réunion a permis de solliciter les acteurs de la coopération et de mettre en perspectives leurs attentes et besoins. Les attentes concernant le contenu de la réunion Corée du Sud du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales ont été évoquées. Il ressort un intérêt important des collectivités françaises et coréennes pour développer davantage la coopération.

A l'occasion des années croisées France-Corée, pilotées par l'Institut français, le Forum accueillera un Pavillon-pays Corée du Sud, et des temps dédiés jalonneront tout le programme du Forum. Le 5 juillet après-midi se tiendra un focus Corée du Sud, pour appuyer la connaissance réciproque du fonctionnement de la gouvernance des collectivités dans nos deux pays et les axes prioritaires d'un possible groupe-pays « Corée du Sud ».



CORÉE 한국
프랑스 FRANCE
2015 2016

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chine, Corée du Sud, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

ARMENIE

Président du groupe-pays : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député des Hauts-de-Seine

Réunion du groupe-pays Arménie, le 29 mars 2016



La réunion du groupe-pays Arménie s'est tenue le 29 mars 2016 dans les locaux de Cités Unies France. Il a été rappelé lors de cette réunion les enjeux de la coopération décentralisée franco-arménienne dans des domaines comme le développement économique et social. Le dynamisme du groupe-pays et la richesse de cette coopération ont été soulignés.

Préparation des 3^{ème} assises de la coopération décentralisée franco-arméniennes

Tous les trois ans se tiennent les Assises qui constituent un temps fort de la coopération décentralisée franco-arménienne et permettent des échanges approfondis autour de thématiques identifiées comme prioritaires par les acteurs locaux. Les dernières assises, qui se sont déroulées à Valence en octobre 2013, étaient centrées autour du développement territorial. Les prochaines assises se tiendront cette année dans la capitale arménienne, à Erevan les 1^{er} et 2 décembre 2016. Une note de proposition contenant les thématiques et le déroulement des Assises est en cours de rédaction.

RUSSIE

Président du groupe-pays : Christian Estrosi, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Prochaine réunion du groupe-pays Russie, le 5 juillet 2016

Cette troisième réunion de groupe-pays Russie sera présidée par Rudy Salles, Député des Alpes-Maritimes, Adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant du président du groupe-pays Russie de Cités Unies France, Christian Estrosi, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur et Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe et permettra l'établissement d'un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie.

Les « Journées de Moscou à Nice », du 9 au 12 juin 2016

Le 29 avril, Christian Estrosi, Alexandre Orlov, ambassadeur de la Russie en France, et Sergueï Cheremine, ministre au gouvernement de Moscou en charge des Affaires extérieures et économiques, ont tenu ensemble une conférence de presse à la Villa Masséna à Nice. Ils étaient réunis pour présenter le programme des « Journées de Moscou à Nice », du 9 au 12 juin, durant lesquelles la capitale russe présentera au public son savoir-faire, ses projets dans les domaines de la culture, de la gastronomie, de l'art et de l'économie à travers des échanges d'expérience.

(Source : <http://www.azur-tv.fr/>)

Conférence franco-russe à Nice, les 2 et 3 mai 2016

La faculté d'économie de l'Université Russe de l'Amitié des Peuples, en coopération avec l'Académie russe d'économie nationale et d'administration publique auprès du Président de la Fédération de Russie, l'Université de Nice Sophia Antipolis et CEMAFI-international ont organisé ensemble une conférence franco-russe les 2 et 3 mai 2016.

Cette 6^{ème} conférence scientifique internationale se déroulait sur le campus de l'Université de Nice Sophia Antipolis, au Château de Valrose, autour du thème suivant : « L'Europe et la Russie dans une crise multifactorielle : économie, géopolitique, migrations et développement régional ».

Centre religieux et culturel orthodoxe russe à Paris : cérémonie solennelle du 19 mars 2016

Plusieurs personnalités officielles russes et françaises, dont Alexandre Orlov, ambassadeur de la Fédération de Russie en France, Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement et Jean-Louis Missika, adjoint à la maire de Paris en charge de l'urbanisme et de l'architecture, étaient réunies samedi 19 mars 2016 au pied de la nouvelle cathédrale orthodoxe russe du Quai Branly. Ils assistaient à la cérémonie solennelle de l'installation du premier des cinq bulbes dorés de la Cathédrale de la Saint-Trinité.

Ce projet a donc vocation à être un centre de conférences pour les représentants de la communauté russe et un lieu de découverte de la culture orthodoxe pour les français et plus largement tous les visiteurs. Ce centre religieux et culturel orthodoxe a été conçu par Jean-Michel Wilmotte et financé par la Fédération de Russie.

Une inauguration officielle aura lieu en octobre 2016, et pourrait se faire en présence des présidents François Hollande et Vladimir Poutine, ainsi que du patriarche Kirill de Moscou.



Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Méditerranée

MAROC

Président du groupe-pays : Jean Roatta,
Adjoint au maire de Marseille

Les Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines, les 8 et 9 décembre 2016

Les assises de la coopération décentralisée franco-marocaine, initialement programmées pour les 3 et 4 mai 2016, sont reportées au 8 et 9 décembre 2016.

Le contenu de la manifestation est en cours de définition. Mais d'ores et déjà, le compte-rendu de la réunion du groupe-pays Maroc du 17 février 2016 fait état des principales thématiques qui seront abordées lors de cet événement. Les informations concernant le déroulé de cette manifestation et ses aspects logistiques seront diffusées progressivement aux collectivités, mais également mises en ligne sur le site de Cités Unies France, Rubrique « Maroc ».

ISRAËL

Président du groupe-pays : Alain Levy,
Adjoint au maire d'Issy les Moulineaux

La réunion du groupe-pays Israël le 30 mars 2016

La dernière réunion du groupe-pays Israël de Cités Unies France a eu lieu le 30 mars 2016, dans les locaux de Cités Unies France.

Elle était l'occasion de faire un tour de table des principales initiatives en cours et d'envisager les actions communes au regard de l'année croisée France-Israël en 2018.



LIBAN

Présidente du groupe-pays : Samia Jaber, Conseillère départementale du Territoire de Belfort

Les dernières élections municipales au Liban, le 8 mai 2016

C'est la première fois en six ans que les Libanais ont eu l'occasion de s'exprimer dans les urnes face à la classe politique traditionnelle du pays, accusée de corruption et d'incompétence. Les élections municipales ont débuté dimanche 8 mai à Beyrouth et dans deux gouvernorats de la région de la Bekaa, dans l'est du Liban.

Ces élections, qui se sont poursuivies jusqu'au 29 mai dans les cinq autres provinces du pays, se tiennent dans un pays sans président depuis deux ans, souffrant d'un Parlement paralysé par des divisions politiques exacerbées du au conflit en Syrie voisine.

La grande nouveauté de cette élection est l'apparition d'une liste formée de 24 candidats indépendants, Beirut Madinati ("Beyrouth est ma ville", en arabe). Elle compte des employés, des enseignants, des journalistes, des pêcheurs et des artistes, comme la célèbre réalisatrice Nadine Labaki ("Caramel", "Et maintenant on va où ?"), et défie celle des politiciens traditionnels comme l'ex-Premier ministre Saad Hariri, dont le parti Courant du Futur domine généralement la municipalité de Beyrouth.

Jusqu'à présent, les listes pour les municipales étaient concoctées par les partis traditionnels souvent dirigés par d'anciens seigneurs de la guerre civile (1975-1990). Les mouvements de la société civile ont pris de l'ampleur après la "crise des ordures", qui a exposé au grand jour en 2015 l'inaction des dirigeants, dénoncée dans des manifestations non partisans inédites.

Malgré la présence de cette nouvelle liste, la participation a été faible au cours de la journée dans la capitale libanaise où seulement 20 % des électeurs sont allés voter. Le taux était beaucoup plus important dans les deux gouvernorats de la Békaa où le Hezbollah est très influent, avoisinant les 50% selon le ministère de l'Intérieur.

Le Liban souffre d'une déliquescence des infrastructures et des services publics avec de graves pénuries d'électricité et d'eau potable. Les Beyrouthins suffoquent dans les embouteillages qui paralysent une ville mangée par le béton et manquant d'espaces verts.

L'accumulation de tonnes de déchets après la fermeture de la principale décharge du pays l'été dernier et l'incapacité des deux camps rivaux participant au gouvernement à résoudre ce problème ont suscité un ras-le-bol inédit.

(Sources : France 24, AFP)

Méditerranée

ALGERIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, Conseiller délégué aux Affaires méditerranéennes à la mairie de Gières

Les 3^{èmes} Rencontres franco-algériennes



Les 3^{èmes} Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales se sont tenues à Alger, les 25 et 26 mai 2016, en présence du Ministre algérien de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bédoui, et du Ministre français de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales, Jean-Michel Baylet.

Ces rencontres se sont déroulées autour de quatre ateliers thématiques :

- la démocratie participative, levier de la transformation,
- la gestion des grandes villes et le développement durable,
- le partenariat public-privé dans la gestion des affaires locales,
- finances et fiscalité locales dans le développement territorial.

Elles se sont conclues sur un consensus quant à la nécessité de réunir les élus des collectivités plus souvent, les prochaines rencontres se tiendront donc dans deux ans.



Réunion du groupe-pays Algérie, le 4 juillet 2016

La réunion du groupe-pays Algérie aura lieu le 4 juillet 2016, à 16h00. Elle aura pour objectif de faire un bilan des 3^es Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivité territoriale, ainsi que de revenir sur les perspectives de coopération entre nos deux pays, développées dans quatre ateliers thématiques. Une délégation algérienne du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales se joindra probablement à nous lors de cette réunion.

PALESTINE

Président du groupe-pays : Denis Cerisy, Adjoint au maire de Ris Orangis, Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP)

Réunion et Assemblée générale du Réseau de la Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP), le 20 mai 2016

La dernière réunion du RCDP a eu lieu le 20 mai 2016 dans les locaux de Cités Unies France. Lors de cette réunion ont été traités plusieurs thèmes comme l'évolution des liens entre les collectivités territoriales et l'antenne du réseau à Ramallah, les liens structurels avec la société civile ainsi que la mutualisation des actions et la communication liée au réseau.

L'après midi a été consacré à l'Assemblée Générale avec comme objectif l'élection du nouveau bureau exécutif de l'association. Le nouveau bureau du RCDP est ainsi constitué :

Président : Denis Cerisy, maire adjoint de la ville de Ris Orangis

Trésorier : Hassan Hmani, maire adjoint de la ville de Nanterre

Secrétaire général : Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France

Vice-présidents :

- Dominique Poirout, maire adjointe de la ville de Rezé
- Marie-Pierre Bresson, maire adjoint de la ville de Lille
- Claude Reznik, maire adjoint de la ville de Montreuil
- Jacques Bourgoïn, conseiller de la ville de Gennevilliers
- Alain Desmarest, premier vice-président du Conseil départemental du Val-de-Marne

Président honoraire : Claude Nicolet

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie, Tunisie)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Maroc)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Thématiques

JEUNESSE

Présidente du groupe thématique Jeunesse : Mériem Derkaoui, Maire en charge de la jeunesse, Ville d'Aubervilliers

Journée sur la mobilité européenne et internationale des jeunes, le 31 mai 2016

Le Point Information Jeunesse d'Aubervilliers, en partenariat avec Cités Unies France, a organisé le mardi 31 mai, de 9h00 à 17h00, une journée d'échanges sur la mobilité européenne et internationale, en associant à sa mise en œuvre tous les acteurs de la mobilité des jeunes de la ville d'Aubervilliers. Cela était l'occasion d'approfondir les connaissances sur les programmes de mobilité, de partager les expériences et de réfléchir sur les pratiques.

Réunion des collectivités territoriales lauréates de l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes », le 2 juin 2016

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, en partenariat avec Cités Unies France, France Volontaires, l'Agence du service civique et l'AFCCRE, organise une journée dédiée aux collectivités territoriales lauréates de l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes » 2015-2016, le 2 juin de 9h30 à 16h30 dans les locaux de CUF.

Ces rencontres ont permis d'échanger autour des projets retenus dans le cadre de l'appel à projets en présence des différents opérateurs de la mobilité institutionnelle. Ont été abordés le suivi-évaluation des projets, l'accompagnement des jeunes au départ, au moment de leur mission et à leur retour, l'accueil de jeunes étrangers, ainsi que d'autres critères clefs de réussite d'un projet de mobilité.

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Après la COP21, quelles orientations pour la coopération décentralisée ?



Outre une conférence dédiée à ce thème dans le cadre du 7e Forum de l'action internationale des collectivités, CUF poursuit son partenariat avec l'ARENE (Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies) Ile-de-France pour proposer deux modules de formations : 14-15 juin et 6-7 septembre, afin d'outiller concrètement les services des relations internationales des collectivités au montage de projets « climat », associant au possible leurs collègues du développement durable, transversalité oblige ! Ces modules viendront à point pour nourrir les projets que vous comptez déposer dans le cadre du 2^e appel à projets climat, lancé par la DAECT au 1^{er} juin 2016.

CUF s'engage aussi, avec l'AFCCRE et aux côtés d'autres associations de collectivités, pour faire entendre la voix de la coopération décentralisée, porteuse de solutions pour le climat, notamment au sommet Climate chance, à Nantes (26-28 septembre).

N'oubliez pas que l'exposition de 6 bâches (1,20x2m) sur les grands thèmes de « coopération décentralisée et climat » peut toujours être empruntée, à CUF, à la DAECT ou encore à l'ARENE.

Habitat III – une conférence internationale de mise en œuvre

Avec l'adoption des Objectifs du développement durable (septembre 2015), puis de l'accord de Paris (COP21, décembre 2015), la communauté internationale a clairement opté pour un seul agenda, universel : signifiant par là que, même de façon différenciée, nous partageons les mêmes enjeux et défis. Après avoir participé au plaidoyer de CGLU pour la reconnaissance d'un ODD « urbain », CUF a apporté sa contribution à la préparation d'Habitat III, 3^e conférence sur l'habitat et le développement urbain durable, de plusieurs manières. Premièrement, en faisant valoir la continuité avec la COP21 – pour des villes résilientes, inclusives, qui prennent en considération la question alimentaire et les territoires qui les entourent. Deuxièmement, en soulignant le nécessaire rôle des collectivités territoriales dans la gestion des territoires, y compris en temps de crise, de leur prévention jusqu'à leur résorption, en passant par la résilience. Autour de ces questions, un side-event est proposé par la Task Force de CGLU sur la réponse et la résilience des gouvernements locaux et régionaux face aux crises ; le secrétariat de cette Task Force est assuré par Cités Unies France.

L'association s'associe aussi à un événement de mise en réseau, proposé par le Club France développement durable, autour des stratégies de résiliences des villes côtières.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Climat et environnement)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Thématiques

EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE

Président du groupe thématique : Charles Fournier, Vice-président délégué à la démocratie, aux initiatives citoyennes, au développement rural, à l'égalité et à la coopération au conseil régional Centre Val de Loire

Vers une semaine européenne de la solidarité internationale

Porter plus haut les couleurs de l'éducation à la citoyenneté mondiale et de la coopération décentralisée, tel est l'un des objectifs que Platforma s'est fixé – pour cela, l'idée d'une semaine européenne de la coopération a été avancée. Aussi, afin d'avancer dans la réflexion, Cités Unies France s'est-elle proposée d'organiser une session d'information-formation à l'intention des collectivités européennes et de leurs associations pour faire connaître l'engagement des collectivités françaises au sein de la Semaine de la solidarité internationale. Cette session a rassemblé mi-mai des collectivités et associations de collectivités venues d'Espagne, de France, d'Italie, de Lettonie et de République tchèque. Un grand merci aux villes de Montreuil, Suresnes et Paris qui ont bien voulu partager leurs expériences, ainsi qu'à l'équipe de la Semaine de la solidarité internationale ! Un résumé de cette session est disponible en anglais. Pour toute personne intéressée : a.frey@cites-unies-france.org

Du côté de la Semaine de la solidarité internationale

Les 19 et 20 mai 2016 se sont tenues les « Rencontres nationales des acteurs » de la Semaine de la solidarité internationale, à Paris. Grand moment de « remue-méninge », ces rencontres permettent chaque année d'échanger sur les modes d'animations, de discuter de difficultés, de partager des nouveautés et de consulter ceux et celles qui « font la Semaine » sur les orientations de ce événement unique, comptabilisant en 2015 plus de 5500 animations, dans toute la France, et touchant 450.000 personnes. Actualité oblige, les principaux thèmes abordés en 2015 ont été : l'interculturalité et le vivre-ensemble, suivi du climat (alimentation & agriculture, eau & environnement), puis de « migration » et « Economie sociale et solidaire ».

La Semaine acte pour l'édition 2017 plusieurs changements : élargissement aux deux dernières semaines de novembre, nouveau visuel et surtout, changement de nom, pour être plus en adéquation avec les pratiques des acteurs qui lient de plus en plus enjeux locaux et internationaux. A suivre...

Pour rappel, Cités Unies France est membre des instances de pilotage de la Semaine ; les collectivités sont nombreuses à inscrire des actions dans le cadre de la SSI.

A noter : l'Université d'été de la solidarité internationale s'élargit cette année aux mouvements sociaux (partenariat entre le CRID et ATTAC). Elle se tiendra du 6-9 juillet, à Besançon. Inscription & programme : www.universite-si.org. Cités Unies France y est partenaire d'un module autour de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission
(Éducation à la citoyenneté mondiale)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE



FORUM MONDIAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE
FMAT 2016

Le FMAT a eu lieu du 31 mars au 2 avril 2016 à Valence en Espagne. Cet événement à l'initiative de l'association AGTER a permis de dresser un bilan de la décennie écoulée après la tenue du Forum Mondial sur la Réforme Agraire (FMRA) toujours à Valence en 2004, et la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) à Porto Alegre en 2006. Cet événement était l'occasion de débattre des enjeux cruciaux de l'accès et de la gestion des terres. De nombreux participants sont venus du monde agricole ou de sociétés civiles locales engagées autour de questions foncières. Les collectivités sont reconnues pour leurs capacités à intégrer dans leurs territoires, les différents composants des systèmes alimentaires.

Site internet dédié : <http://landaccess-forum.org/fr/>

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Des appels à propositions pour les autorités locales d'enveloppes comprises entre 600 000 et 2 700 000 euros vont être publiés pour les 10 pays suivants : Burkina Faso, Comores, Mali, Sénégal, Togo, Inde, Arménie, Israël, Tunisie et Palestine. Ces possibilités de financement sont ouvertes sous le programme organisation de la société civile et autorités locales (OSC-AL).

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Crises et réhabilitation

Sommet Mondial de l'Humanitaire, les 23 et 24 mai 2016, à Istanbul

L'équipe de Cités Unies France, représentant le secrétariat de la Task Force de CGLU sur la réponse et la résilience des gouvernements locaux aux crises, s'est rendue à Istanbul les 23 et 24 mai afin de participer au Premier Sommet Mondial de l'Humanitaire (World Humanitarian Summit : <https://www.worldhumanitariansummit.org>), organisé par les Nations Unies.

Le lundi 23 mai, la Task Force de CGLU, accompagnée d'IMPACT initiatives et d'IIED, a organisé un Side Event intitulé « Perspectives des villes en crises : le rôle des acteurs locaux ». L'objectif du side event, présidé par Nicolas Wit, directeur général adjoint de Cités Unies France, représentant la Task Force de CGLU, était de reconnaître le rôle crucial des acteurs locaux, en particulier des gouvernements locaux, dans la réponse aux crises en milieu urbain ainsi que l'importance de la collaboration et de l'amélioration de la coordination des acteurs. Le side event a réuni des acteurs de l'urbain issus des gouvernements locaux et de la société civile ainsi que des acteurs humanitaires.

Le mardi 24 mai, Cités Unies France a participé à un side event organisé, entre autres, par MHCUA (un groupe de référence du IASC sur et l'Alliance mondiale pour les crises urbaines, et soutenue par IMPACT initiatives et l'ONU Habitat, sur l'adoption et la systématisation d'une approche territoriale (settlement-based approach) dans la réponse humanitaire aux crises urbaines. L'idée est de baser la réponse humanitaire sur un territoire défini - et non pas un secteur d'action ou d'un groupe cible comme c'est le cas actuellement - et sur la gouvernance locale afin de mettre en œuvre des actions multisectorielles et multi-acteurs.

Enfin, une session spéciale a été organisée le 23 mai par l'Alliance mondiale pour les crises urbaines, afin de présenter officiellement les travaux menés par ce groupe d'acteurs de l'urbain issu de tous les milieux et de lancer officiellement la création de l'alliance - à laquelle CUF, en tant que représentant de la Task Force de CGLU sur la réponse aux crises participe depuis ses débuts - au sein du système humanitaire global.



CRISES ET REHABILITATION

Président du groupe thématique : Laurent Ziegelmeier, Conseiller municipal délégué aux relations internationales, Ville de Choisy-le-Roi

Réunion de travail de la Task Force de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes, le 2 mai 2016



La Task Force de CGLU, créée en 2014, défend et cherche à développer des initiatives visant à renforcer le rôle des gouvernements locaux dans la gestion des risques et des crises. Une réunion sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes a été organisée par la ville de Genève et Cités Unies

France, en partenariat avec IMPACT Initiatives le lundi 2 mai 2016, à Genève en Suisse.

CGLU contribue à façonner l'Alliance Mondiale pour les Crises Urbaines



L'alliance Mondiale pour les Crises Urbaines (Global Alliance for Urban Crises) a officiellement été lancée lors du premier Sommet Humanitaire Mondial qui a eu lieu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul, Turquie. Cette Alliance se propose de réunir des agences des Nations Unies, le secteur privé, ainsi que des professionnels de la ville et du développement au sein d'une plate-forme commune qui leur permettra de répondre à l'importance croissante de l'aide humanitaire en milieu urbain grâce à l'action, au lobbying et à des activités de plaidoyer. La participation de CGLU à ces séances s'est concentrée sur les deux événements.

Pour le premier, la ville d'Istanbul, avec l'appui de CGLU, a organisé une session parallèle sur le rôle des maires dans la gestion des crises humanitaires. Pour la seconde, organisée par CGLU/CUF et IMPACT, il a été présenté des recommandations communes basées sur l'étude de terrain « Perspectives de villes en crise » menée par la Groupe de travail de CGLU sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes - dirigé par Cités Unies France (CUF) - et IMPACT. Le but de cet événement est de contribuer à une meilleure compréhension de la façon dont les interventions d'urgence peuvent être mieux adaptées à la nature, l'ampleur et la complexité des villes. Pour plus d'informations : <http://www.cooperation-decentralisee.com/CGLU-contribue-a-faconner-l-039>

Fonds de solidarité des collectivités locales pour l'Équateur

L'Équateur a été frappé samedi 16 avril 2016 par un séisme de magnitude 7,8 qui a fait au moins 300 morts et 1 500 blessés, et causé d'importants dégâts sur la côte ouest. Il s'agit du pire tremblement de terre que le pays ait connu depuis 1979. Les dégâts sont considérables notamment près de son épicentre à Manta ainsi que dans la ville de Guayaquil. Des villages entiers sont totalement détruits. Cités Unies France, au nom des ses adhérents, a transmis un message de solidarité et de soutien à ses partenaires locaux et à la population durement touchée, et a ouvert un fonds des collectivités locales françaises pour apporter une aide dans la phase de réhabilitation des villes et villages touchés et des services publics détruits. Un compte pour le « Fonds d'urgence des collectivités territoriales pour l'Équateur » a été créé et une dizaine des collectivités françaises ont d'ores et déjà répondu à cet appel. Pour plus d'informations : <http://www.cooperation-decentralisee.com/Fonds-de-solidarite-des-2644>

Thématiques

Fonds d'urgence Philippines : mission d'inauguration de la première maison du village



Cités Unies France, grâce à la participation des collectivités françaises au fonds de solidarité Philippines ouvert en 2014 suite au typhon Haiyan qui a dévasté une partie du pays, a inauguré la première des 46 maisons qui seront reconstruites dans la ville de Bogo (île de Cebu), au mois de mars 2016. Au

cours de la cérémonie, le maire de Bogo a fait part de sa profonde gratitude aux collectivités territoriales françaises. La construction du site, de ses 46 maisons et de ses infrastructures sera terminée et inaugurée au mois de novembre 2016. A cette occasion les collectivités donatrices seront invitées à une cérémonie d'inauguration et de remise des clés.

La sélection des familles bénéficiaires des maisons est en cours avec un comité de sélection composé des partenaires locaux de Cités Unies France : la municipalité de Bogo, la plateforme France-Philippines United action et habitat for humanity (entreprises de construction).

Pour plus d'informations : <http://www.cooperation-decentralisee.com/FONDS-URGENCE-PHILIPPINES-mission>

Fonds de solidarité Népal : lancement du chantier de reconstruction

La maturation du projet et le travail d'enquête nous ont permis de mesurer les besoins de soutien aux citoyens et aux organisations communautaires, qui se traduit aujourd'hui dans l'urgence de la construction collective des outils de gestion locale dans le but de l'amélioration de la planification territoriale. Le projet initial, axé sur une reconstruction élargie à l'habitat et la planification intégrée, a suscité beaucoup d'intérêt de la part des communautés, de leurs instances, mais aussi des autorités locales. Le processus participatif, avec le support des services déconcentrés au niveau du district est poussé par le gouvernement central mais en réalité aura peu d'impact au niveau local, faute de capacités financières et humaines. Il faudra donc compter sur la bonne volonté et la capacité de résilience des populations qui ressentent de grandes frustrations à l'égard de la puissance publique.

La logique d'intervention consiste à utiliser les projets communautaires comme support de sensibilisation aux bonnes pratiques constructives, mais aussi de planification du territoire et des équipements, ainsi que le renforcement de la bonne gouvernance locale.

Le principal objectif est de doter les communautés de la vallée du Thangpal d'outils de développement local et de nouvelles compétences

pour mieux maîtriser la phase de reconstruction post séisme et s'approprier concrètement une vision durable de développement intégré de leur territoire dans le cadre d'une gouvernance améliorée avec la société civile. Pour plus d'informations : <http://www.cooperation-decentralisee.com/FONDS-URGENCE-NEPAL-lancement-du>



Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org
Lucie Allex-Billaud, chargée de mission (Crises et réhabilitation)
Courriel : l.allexbillaud@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ

La résilience des partenariats de coopération décentralisée en zone(s) à risque(s) : atelier transversal et multi-pays d'échanges d'expériences et d'informations

En réponse à une demande émanant de plusieurs groupes-pays, Cités Unies France a organisé le 19 mai 2016, un atelier transversal et multi-pays, à destination des collectivités, membres de l'association, en coopération dans des zones à risques. Ces zones à risques désignent autant les régions touchées par le terrorisme, « fortement déconseillées » et délimitées par le Ministère français des Affaires Etrangères et du Développement international (MAEDI), que celles affectées par des situations d'instabilité diverses.

Cet atelier avait pour objectif d'informer et de rassurer les collectivités, comités de jumelage et autres acteurs concernés, quant à leurs préoccupations de voir leurs partenariats fragilisés. Une synthèse sous forme de « boîte à expériences » sera bientôt disponible.

Pour plus d'informations :
Constance Koukoui, Lucie Allex-Billaud, Paul Kammegne

FORMATIONS DE CITÉS UNIES FRANCE

Cités Unies France constate en première ligne les changements systémiques et rapides que connaît l'action internationale des collectivités aujourd'hui. CUF se propose ainsi d'accompagner le renforcement de l'expertise des collectivités territoriales à l'international à travers de la formation. Indépendamment de l'adhésion, mais avec un tarif préférentiel pour ses adhérents, Cités Unies France propose différentes formations : Sur demande, le module peut être proposé en collectivité.

Pour plus d'informations sur les programmes et les bulletins d'inscription : <http://www.cites-unies-france.org/Nos-formations->

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Formations de CUF)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Deuxième Comité de pilotage des Assises franco-chinoises	Chengdu, Chine	9 mai	DAECT-MAEDI / CUF
Auditions préparatoires à Habitat III	New York, États-Unis	16 - 17 mai	Nations Unies / Habitat III
« Monter son événement dédié à l'éducation à la citoyenneté mondiale » - une activité destinée aux élus et agents des collectivités européennes et leurs associations	CUF	17 - 18 mai	CUF / PLATFORMA
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	19 mai	CUF
Atelier transversal et multi-pays : « La résilience des partenariats de coopération décentralisée en zone(s) à risque(s) »	CUF	19 mai	CUF
Journées «Rassemblement national des acteurs» de la Semaine de la solidarité internationale (SSI)	Paris	19 - 20 mai	Équipe nationale & COFIL de la SSI
Salon des solidarités	Paris, Porte de Versailles	19 - 21 mai	Salon des solidarités
Assemblée générale du Réseau de la Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP)	CUF	20 mai	CUF/RCDP
Assemblée Plénière du PCPA Algérie	Algérie	20 - 21 mai	CFSI
Sommet Mondial de l'Humanitaire (WHS)	Istanbul, Turquie	23 - 24 mai	Nations Unies
3 ^{èmes} Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales	Alger, Algérie	25 - 26 mai	Groupe-pays Algérie de CUF/ DAECT - MAEDI / Autorités algériennes
Réunion du bureau exécutif de CGLU	Kazan, Russie	25 - 27 mai	CGLU
Journée sur la mobilité européenne et internationale des jeunes	Aubervilliers	31 mai	Point Information Jeunesse d'Aubervilliers

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Congrès des maires de France (report de novembre 2015)	Paris	31 mai - 2 juin	Association des Maires de France (AMF)
Réunion des collectivités territoriales lauréates de l'appel à projets « Mobilité internationale des jeunes »	CUF	2 juin	DAECT-MAEDI / France Volontaires / Agence du Service Civique / AFCCRE / CUF
Réunion PS-Eau - CUF : « Eau et assainissement en Mauritanie : Retours d'expériences et nouvelles orientations des stratégies nationales »	CUF	8 juin (matin)	CUF / PS-Eau
Réunion PS-Eau - CUF : « Eau et assainissement au Mali : bilan des OMD et retours d'expériences »	CUF	10 juin (après-midi)	CUF / PS-Eau
Réunion du Bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	14 juin	CUF
Formation Climat et coopération décentralisée : « Pour une culture commune des enjeux énergie-climat »	CUF	14 - 15 juin	CUF / ARENE Île-de-France
Journées européennes du développement	Bruxelles	15 - 16 juin	Commission Européenne
Réunion du groupe-pays Chine	CUF	21 juin	CUF / DAECT-MAEDI /ARF
Rencontre « Lutte contre la désertification et changement climatique au Sahel : la place des collectivités locales »	Paris	21 juin	CARI / GTD /Danaya / Réseau Sahel Désertification
Atelier : « Électrification rurale : Adopter les bonnes pratiques »	Paris	21 juin	Réseau Cicle (Coopération Internationale Climat Energie)
Commission internationale de la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux	CUF	23 juin	FNPNR
Réunion du groupe-pays Bénin	Archives de Lyon Métropole	27 juin	CUF / Lyon Métropole

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
7 ^{ème} Forum de l'Action internationale des Collectivités	Paris, Palais des Congrès	4 - 5 juillet	CUF / ICIC
Réunion institutionnelle de la Commission nationale de la coopération décentralisée	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CNCD-MAEDI
Réunions des groupes-pays Maroc, Niger, Bénin, Algérie, Amérique Centrale et Cuba, Vietnam	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
Assemblée générale de Cités Unies France	Paris, Palais des Congrès	5 juillet	CUF
Réunions des groupes-pays Corée du Sud, Palestine, Russie, Japon	Paris, Palais des Congrès	5 juillet	CUF
Université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité internationale	Besançon	6 - 9 juillet	CRID / ATTAC / RECIDEV
Med COP22	Tanger, Maroc	18 - 19 juillet	FLACMA
Prep Com III à Habitat III	Surabaya, Indonésie	25 - 27 juillet	AG ONU / UN Habitat / CGLU / CUF
Formation Climat et coopération décentralisée : « Des outils au service d'une démarche énergie-climat »	CUF	6 - 7 septembre	CUF / ARENE Île-de-France
9 ^{ème} Forum Mondial Convergences « Réussir la transition vers des villes et territoires durables »	Paris	5 - 7 septembre	Convergences
10 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Can Tho, Vietnam	14 - 16 septembre	Groupe-pays Vietnam/ DAECT - MAEDI / Autorités vietnamiennes
Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée	Sousse, Tunisie	22 - 23 septembre	Commission Med de CGLU / SSI / CNUCC
Table ronde « Coopération décentralisée et gastronomie »	Paris	25 septembre	

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Sommet mondial sur le changement climatique - « CLIMATE CHANCE »	Nantes	26 - 28 septembre	Nantes / Comité de pilotage
2 ^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-indienne	La Rochelle	à confirmer	Groupe-pays Inde / DAECT - MAEDI / Autorités indiennes
Congrès de l'AIMF : « Vivre ensemble »	Beyrouth, Liban	date à préciser	AIMF
5 ^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Tours	5 - 6 octobre	Groupe-pays Japon / Comité de pilotage
Sommet mondial des Dirigeants locaux et régionaux / Congrès de CGLU	Bogota, Colombie	12 - 16 octobre	CGLU, CUF
Conférence Habitat III : « Le développement urbain durable : l'avenir de l'urbanisation ? »	Quito, Equateur	17 - 20 octobre	Assemblée générale ONU / ONU Habitat / CGLU / CUF
5 ^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Chengdu, Chine	26 - 27 octobre	Groupe-pays Chine / DAECT - MAEDI / Comité de pilotage
COP22	Marrakech, Maroc	7 - 18 novembre	ONU / CCNUCC
XVI ^{ème} Sommet de la Francophonie : « Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone »	Antananarivo, Madagascar	17 - 18 novembre	OIF
Semaine de la solidarité internationale	Partout en France	12 - 20 novembre	Comité de pilotage (34 membres) dont CUF
Assises de la coopération décentralisée au Bénin	Bénin	date à préciser	Groupe-pays Bénin / ANCB / Ambassade de France / MDGLAAT / Platforma
Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	Erevan, Arménie	1 ^{er} - 2 décembre	Groupe-pays Arménie / DAECT-MAEDI / Ambassade de France
Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine	Marrakech, Maroc	8 - 9 décembre	Groupe-pays Maroc / DAECT-MAEDI / Ambassade de France

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2016)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque	2005
DPCH	Dossier pays Chine (deuxième édition - février 2016)	2016
DPJA	Dossier pays Japon (quatrième édition à paraître - octobre 2016)	2014
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde	2011
DPLI	Dossier pays Liban	2013
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPPA	Dossier pays Palestine (épuisé, deuxième édition à paraître)	2016
DPHT	Dossier Pays Haïti	2013
DPBR	Dossier pays Brésil	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2016
DPNG	Dossier Pays Niger (deuxième édition - septembre 2014)	2014
DPBE	Dossier Pays Bénin	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPAR	Répertoire des partenariats franco-arméniens
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPBR	Répertoire des partenariats franco-brésiliens
RPHT	Répertoire des partenariats franco-haïtiens
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010
Ro09	L'action sociale internationale des collectivités françaises (CUF-ENEIS Conseil) - janvier 2015	2015

Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

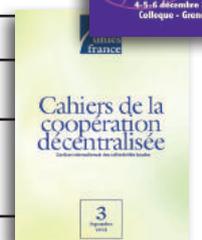
REFo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REFo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REFo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REFo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REFo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REFo6	Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012
REFo7	NOUVEAU ! L'action internationale des collectivités territoriales face au changement climatique (novembre 2014)	2014
REFo8	NOUVEAU ! Les autorités locales dans la gestion des crises (février 2015)	2015
REFo9	The International Action of Local Authorities and Climate Change: the French Approach -juin 2015	2015
REF10	The International Action of Local Authorities and Climate Change : the French Approach - avril 2016	2016

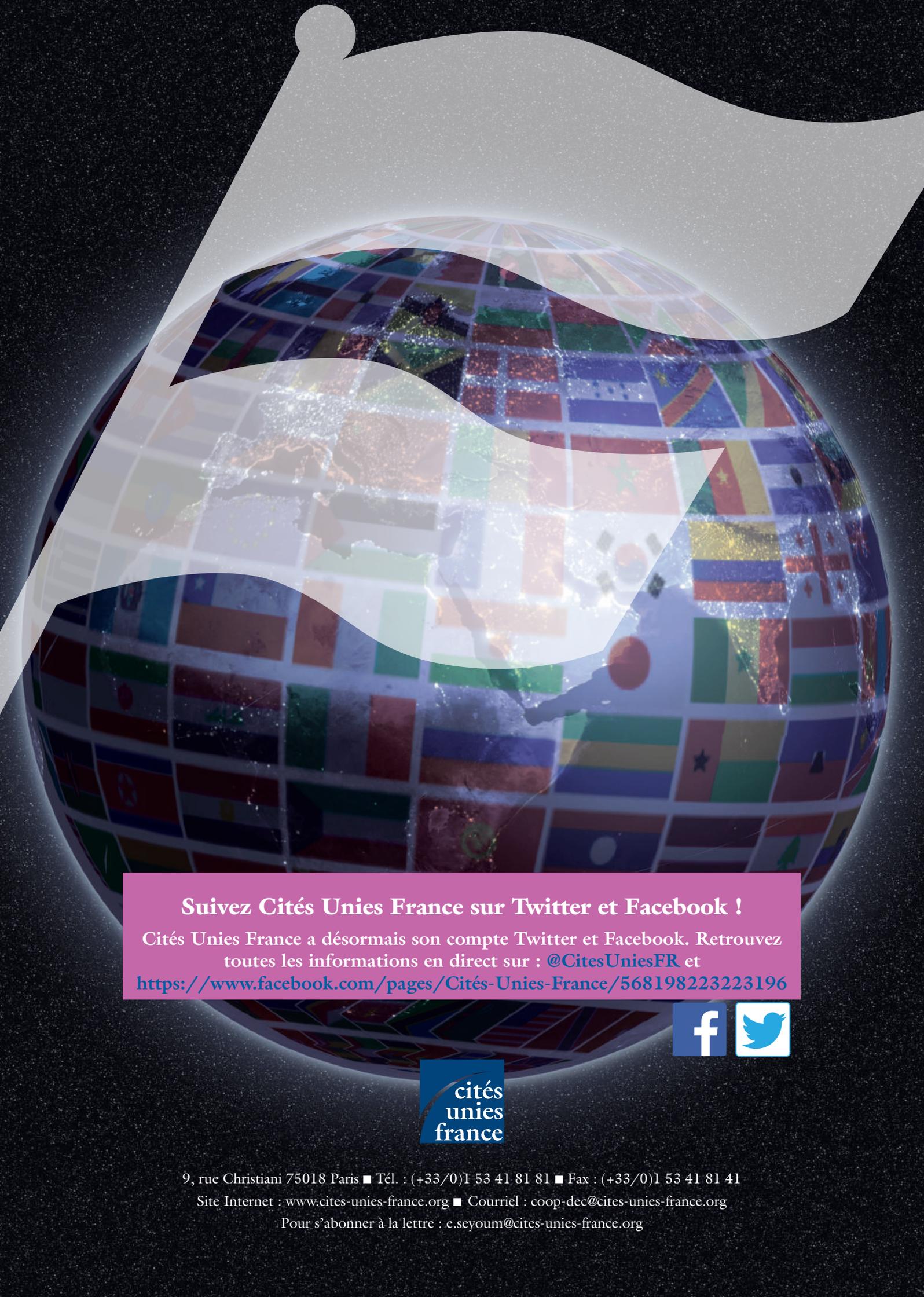
Ouvrages hors collection

HCCD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HPCPD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : n° 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	Cahiers de la coopération décentralisée : n° 3 - septembre 2012	2012	30€
CDD-4	Cahiers de la coopération décentralisée : numéro 4 - janvier 2015 - hors série : « Actes du colloque à Grenoble », 4-6 décembre 2013	2015	30€





Suivez Cités Unies France sur Twitter et Facebook !

Cités Unies France a désormais son compte Twitter et Facebook. Retrouvez toutes les informations en direct sur : [@CitesUniesFR](https://twitter.com/CitesUniesFR) et <https://www.facebook.com/pages/Cités-Unies-France/568198223223196>



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : c.seyoum@cites-unies-france.org